

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
**LA RÉGLEMENTATION
DU TRAVAIL
EN BELGIQUE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 6 Juin 1900, à 8 heures 1/2

PAR

Jacques SAGNIER

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

*Suffragants : { M. G. DESCHAMPS, professeur.
 { M. CH. GIDE, professeur.*

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

Libraire des Écoles françaises d'Athènes et de Rome,
du Collège de France, de l'École Normale Supérieure et de la Société des Etudes historiques

4, rue Le Goff, 4

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux théories émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
LA RÉGLEMENTATION
DU TRAVAIL
EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 6 Juin 1900, à 8 heures 1/2

PAR

Jacques SAGNIER

M. RAOUL JAY, *professeur*.
M. G. DESCHAMPS, *professeur*.
M. CH. GIDE, *professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE THORIN ET FILS

Fontemoing, Éditeur

Écoles françaises d'Athènes et de Rome,

École Normale Supérieure et de la Société des Études historiques.

4, rue Le Goff, 4

1900

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants*. 1843. V. I. II. III.

II. — *Recueil de rapports* sur les conditions du travail dans les pays étrangers, adressés au Ministère des affaires étrangères par M. A. Bourée, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles.

III. — *Commission du travail* instituée par arrêté royal du 15 Avril 1886. — Réponses au questionnaire concernant le travail industriel. — Procès verbaux des séances d'enquête. — Rapports et propositions des sections. — Comptes rendus des séances plénières.

IV. — *Documents parlementaires*. — Loi du 13 Décembre 1886. — Exposé des motifs, et texte du projet de Loi, séance de la chambre des Représentants le 17 Juin 1887, p. 203-206.

Travail de nuit. — Séance du 31 Juillet 1889, p. 1761-1771.

Repos du dimanche. — Séance du 17 juin 1887, p. 203-206 ; séance du 1^{er} Juillet 1889, p. 1779-1784.

Travail des femmes. — Séance du 3 Août 1889.

Loi du 28 Avril 1888, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

BIBLIOGRAPHIE

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ; séance du 17 Juin 1887, p. 206-207 ; séance du 22 Mars 1888, p. 123-126.

Loi du 11 Avril 1897, instituent des délégués à l'inspection des mines.

V. — *Annales parlementaires.* — Projet de loi. Séance du 30 Avril 1896 ; Discussion : séance du 9 Février 1897, p. 549 ; discours Fléchet, 2 Février 1897 ; discours Nyssens 10 février 1897.

VI. — *Pasinomie.* V. 25 à 31.

VII. — *Cours de législation industrielle* professé par M. Jay à l'Université de droit de Paris.



INTRODUCTION

**La situation ouvrière de la Belgique avant
toute réglementation du travail.**

La Belgique a été, au point de vue de la législation du travail, pendant longtemps en retard. Pour trouver un texte de loi, il faut aller jusqu'en 1889. Toutefois, avant cette date, quelques tentatives avaient été faites, quelques prescriptions édictées. En 1840, l'action du gouvernement se manifestait à côté des tentatives de toute nature dues à l'initiative privée. Le 26 février 1840, une enquête sur l'industrie linière était faite. Par un arrêté du 15 septembre 1845, le Roi instituait une commission en vue de préparer un projet de loi sur le travail des enfants et la police des ateliers. Cette commission, dont nous aurons à parler plus loin,

élabora un projet de loi, après une enquête assez minutieusement faite. Malheureusement, la loi ne devait pas encore sortir de ces travaux.

En 1868, une tentative nouvelle est faite ; une enquête du 3 novembre 1868 recherche les moyens propres à améliorer la situation des personnes employées dans les mines et dans les usines métallurgiques. Mais tout cela devait rester lettre morte, ou à peu près.

Pour trouver un résultat, il faut aller jusqu'en 1886. Cette date marque le point de départ d'une orientation nouvelle pour la politique belge.

Par arrêté royal du 15 avril 1886, une commission parlementaire est instituée pour rechercher quelles sont les conditions du travail en Belgique. Cette enquête fut considérable, et l'on peut considérer la loi belge de 1889 comme en étant un des principaux résultats.

Il est donc très intéressant de se demander quelles pouvaient être les conditions du travail à une date aussi rapprochée de nous, dans un pays où la législation du travail n'était pas intervenue.

PREMIÈRE PARTIE

Les premières enquêtes et leur résultat.

§ I

En 1886, on trouvait encore de ces faits qui provoquaient l'indignation au commencement de ce siècle en Angleterre. On voit des enfants, employés au travail dès l'âge de cinq et six ans, et travaillant douze, treize, quatorze heures et même dix-huit heures par jour.

C'est dans les mines surtout, que les abus sont les plus fréquents, et l'immoralité la plus grande. Les enfants travaillent comme l'ouvrier ou l'ouvrière adultes dont ils sont les aides. Le travail de nuit et du dimanche ne leur est pas épargné. Ils ne pos-

sèdent aucune instruction, et ne savent pour la plupart ni lire, ni écrire. L'histoire du malheureux Robert Blinces avait ému l'opinion en Angleterre ; combien de Robert Blinces n'y a-t-il pas eu en Belgique dont les malheurs et les souffrances sont passés inaperçus.

Toutefois, si les premières enquêtes n'eurent aucun résultat pratique, elles ne furent pas du moins tout-à-fait inutiles, car elles ont servi à nous montrer quel était l'état misérable de la classe ouvrière à cette époque. Ce qui est surprenant et attristant à la fois, c'est que le gouvernement belge ne se soit pas ému plus tôt d'un tel état de choses, et n'y ait apporté remède qu'aussi tardivement. De toutes les nations européennes, et nous pourrions même dire de certains Etats du Nouveau-Monde, la Belgique a été la seule à laisser persister chez elle des abus, qui au nom de l'humanité, demandaient un remède prompt et efficace. Si nous jetons un coup d'œil sur les différentes législations du travail, qui, en Europe comme en Amérique, sont venues au secours du travailleur, nous voyons que c'est à l'Angleterre, que revient l'honneur, d'avoir été le berceau de la législation du travail.

Sans remonter à l'Act d'Elisabeth d'Angleterre de 1563, ni même à la Loi des Pauvres de 1601, nous

trouvons dans le commencement de ce siècle, en 1802, une première mesure protectrice, due à l'initiative de Sir Robert Peel. Et depuis cette époque jusqu'à nos jours, l'Angleterre a marché avec une extrême rapidité dans la voie des réformes. Les nombreuses lois anglaises en cette matière sont là pour le prouver. Depuis 1802 jusqu'en 1895, le Parlement a eu à voter plus d'une vingtaine de Lois concernant le temps de Travail.

En Suisse, dès 1717, on trouve des Ordonnances s'appliquant à toutes les fabriques et manufactures. Plus tard, vers 1848, ce sont les Cantons du Tessin, de Glaris, de Bâle-Ville qui limitent la journée de travail. Enfin, nous trouvons la Loi du 23 mars 1877, qui est certainement la plus restrictive de toutes les lois sur le travail.

Cette loi est d'autant plus intéressante, qu'elle est l'essai de législation le plus complet, que l'on puisse trouver en Europe. Elle ne s'occupe pas seulement des enfants et des femmes, mais encore des hommes adultes à qui elle interdit le Travail de nuit.

En Allemagne, dès 1839, nous trouvons un règlement concernant les enfants travaillant dans les fabriques et les travaux métallurgiques. Plus tard, c'est la

Loi du 11 Mai 1853, qui marque un véritable progrès. Cette loi porte à 12 ans l'âge d'admission de l'enfant dans la fabrique, et interdit à l'enfant de travailler plus de 6 heures par jour, jusqu'à 14 ans.

C'est ensuite, la grande Loi industrielle du 21 juin 1869, connue sous le nom de Allgemeine Gewerbe Ordnung qui étend aux Etats de l'Allemagne du Nord, les dispositions anciennes, s'appliquant à la Prusse.

Ce sont encore les lois de 1878 et du 1^{er} juin 1891. La première rend obligatoire l'inspection des fabriques, la seconde marque un véritable progrès, en acceptant complètement l'idée de la réglementation du travail des femmes, et en étendant l'obligation du repos à tous les ouvriers et à toute l'industrie, même aux employés de commerce.

En Autriche, nous trouvons également une Gewerbe Ordnung du 20 décembre 1859. On peut dire, qu'elle est restée la base du droit industriel autrichien.

En France, la première loi en cette matière, date de 1841. A cette date, il y avait déjà près de 30 ans, que la législation anglaise était intervenue en faveur des enfants. Et cependant, les abus constatés en Angleterre, se retrouvaient également en France, un peu

moins accusés peu être, mais ils n'en existaient pas moins. Les premières réclamations vinrent de philosophes, de bourgeois, de médecins, d'économistes, d'industriels.

C'est à la société industrielle de Mulhouse, qu'on doit l'occasion d'avoir forcé le gouvernement à agir. En 1837, elle s'adressa par voie de pétition au Parlement, et cette pétition donna lieu à un débat à la Chambre. La Chambre des Pairs vota le renvoi de la pétition au ministre du commerce. Mais on s'aperçut bientôt du peu d'empressement que montrait le gouvernement, à élaborer un projet de loi. Heureusement, se trouvaient là, des hommes qui, au nom de la société tout entière, allaient lutter contre la routine, et le mauvais vouloir de quelques-uns. Ces hommes furent Montalembert, de la Place, Girardeau, Rossi, Dupin, etc.

Dupin, dans un de ses rapports à la Chambre des Pairs, montra la situation lamentable dans laquelle se trouvait les enfants dans les villes. « Il y a des villes, dit-il, qui, par l'âge d'admission et le temps, exigent des enfants des conditions, dépassant d'injustes bornes. Les adversaires du projet invoquèrent la difficulté qu'il y aurait de faire une loi. Il fallait,

disaient-ils, tenir compte des différences, qui pouvaient exister suivant les régions, au point de vue du développement physique de l'enfant, des différences que présentaient les diverses industries au point de vue de la fatigue. En un mot la loi ne pouvait être bonne ».

Enfin, après avoir fait la navette, deux fois, de la Chambre des Députés à la Chambre des Pairs, la loi du 22 Mars 1841 sortie triomphante de cette lutte.

Sept ans plus tard, la France avait à s'occuper du travail des adultes dont elle limita la journée de travail à 12 heures, par la loi du 9 septembre 1848. Ce furent ensuite, les lois du 19 mai 1874, et du 2 novembre 1892 qui vinrent compléter l'œuvre commencée.

Après le coup d'œil rapide, que nous venons de jeter sur les différentes législations ouvrières des principaux états industriels européens, il faut nous demander, qu'elle a été la véritable cause, qui a eu pour effet de faire naître ces législations.

Il semble bien que la réponse soit toute faite. Evidemment, ce sont les abus de toute sorte qui ont fait naître ces législations. Mais, la réponse ainsi formulée n'est pas complète. Il faut, croyons-nous, remonter

plus haut, car ces abus ont été eux-mêmes provoqués par un fait, qui a une importance capitale dans l'histoire de la vie industrielle. Nous voulons parler de la révolution industrielle, qui s'est opérée un peu partout, vers la fin du XVIII^e siècle, provoquée par l'apparition du machinisme, par le remplacement de la force motrice humaine par la force motrice inanimée. Jusque-là, l'industrie, tout au moins une certaine partie de l'industrie, était exercée par des artisans isolés, travaillant chez eux. Le jour où l'on put remplacer la force humaine par la force des chutes d'eau, de l'air, de la vapeur, etc..., les grandes manufactures se fondèrent. Il y eut alors d'énormes bénéfices pour les entrepreneurs : on diminuait, en effet, les frais de production et les prix anciens ne disparaissaient pas. Mais cette transformation entraîna de tristes conséquences. Elle donna lieu à l'exploitation des enfants et nous pourrions ajouter des femmes.

Les machines nouvelles permirent facilement l'emploi des enfants. Le travail de l'enfant était moins cher et ses revendications nulles. L'on vit, alors, des enfants travaillant 14, 15 et même 17 heures par jour. L'Angleterre est la nation, comme nous l'avons dit plus haut, qui s'émut la première d'un tel état de

choses. Les grands pays industriels européens ne suivirent malheureusement l'exemple de l'Angleterre, qu'environ un demi-siècle plus tard. Seule, la Belgique ne crut devoir légiférer que plus tard encore. Et cependant, la révolution industrielle avait eu lieu en Belgique comme ailleurs, les mêmes abus s'étaient fait sentir, et rien n'avait décidé le gouvernement à agir sérieusement contre un tel mal. Là même, plus qu'ailleurs, les nécessités d'une législation se faisaient sentir. La Belgique est en effet richement dotée en mines, et nous savons que c'est dans cette industrie que les abus étaient les plus forts et les plus fréquents.

La Belgique ne put cependant rester tout à fait passive devant l'exemple des autres pays. Peut-être la voix de Charles Dupin avait-elle trouvé un écho au-delà la frontière.

En 1843, en effet, le gouvernement parut vouloir agir. Le 7 septembre 1843, une enquête fut ouverte sur la position économique de l'ouvrier, de plus une commission fut instituée en vue de préparer un projet de loi sur le travail des enfants et la police des ateliers. C'est de cette enquête, relativement assez importante, dont nous allons avoir à nous entretenir.

§ II

ENQUÊTE INSTITUÉE PAR ARRÊTÉ ROYAL

DU 7 SEPTEMBRE 1843

On rédigea quatre séries de questions distinctes qui furent adressées aux chefs d'industrie, aux chambres de commerce et de manufactures, aux ingénieurs des mines, aux commissions médicales provinciales, aux sociétés de médecine et aux conseils de salubrité. On constate que la plupart des autorités et des collègues consultés mirent un louable empressement à répondre à l'appel qui leur avait été fait.

Seuls, les chefs d'industrie mirent peu d'empressement pour répondre, beaucoup même ne répondirent pas du tout : 61,4 chefs d'industrie seulement répondirent. Ce chiffre est loin de correspondre à celui des industriels consultés (1).

(1) Voir l'enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants, page III, volume I.

Voici quelques-unes des principales questions qui furent adressées aux industriels ; quatre, surtout, méritent particulièrement d'attirer notre attention.

La première concernait le nombre et l'âge de leurs ouvriers ;

La seconde, la durée du travail ;

La troisième, la quotité des salaires ;

La quatrième, le degré d'instruction des ouvriers.

Sur la quatrième question, il résultait des réponses faites par les industriels, que le nombre des ouvriers était à peu près quatre fois plus considérable que celui des ouvrières, et que le nombre des jeunes filles occupées était, proportionnellement au nombre total, plus considérable que celui des jeunes garçons. et que le tiers des ouvriers du sexe masculin, et plus de la moitié des ouvriers n'atteignaient pas l'âge de 21 ans.

Quant à la durée du travail, les industriels ne cachèrent pas qu'elle était la même pour les enfants que pour les adultes. Généralement de douze heures, cette durée variait entre huit et quinze heures. De plus, comme les adultes, les enfants étaient astreints au travail de nuit.

Il ne faut pas oublier, que vraisemblablement, ce

furent les industriels les mieux intentionnés, qui se donnèrent la peine de répondre aux questions posées. Or, chez ceux-là même, la journée est souvent de quinze heures. Cela nous laisse malheureusement supposer, que ce chiffre de quinze heures restait encore au-dessous de la vérité, chez ceux des industriels qui se montrèrent sinon hostiles, du moins indifférents à l'enquête, et nous savons qu'ils formaient la grande majorité.

Sur la question relative aux salaires nous trouvons des chiffres d'une extrême modicité (1). La moyenne du salaire des jeunes gens de 12 à 16 ans était de 50 à 75 centimes par jour, celle des enfants au-dessous de 12 ans était de 30 à 40 centimes par jour, et ne dépassait pas quelquefois 20 à 30 centimes par semaine.

En voyant la modicité de ces salaires, on pense à l'excuse que l'on a invoquée bien souvent, et qui consiste à dire, que l'enfant travaillant jeune devient un soutien pour sa famille, que son gain de la semaine s'ajoutant à celui du père et de la mère vient

(1) Voir le *Mémoire de la Société de Médecine de Gand*, page 371 et s. (*Enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants 1843.*)

contribuer aux dépenses qu'il nécessite. On se demande quel secours efficace l'enfant peut bien apporter, quand il n'augmente le budget de la famille que de 30 centimes par semaine, surtout si l'on songe que bien souvent ces 30 centimes sont gagnés au dépens de son instruction et de sa santé. Enfermé pendant de longues heures dans une atmosphère chaude et malsaine, l'enfant va trouver tous les éléments pour rester ou devenir malingre et chétif. Les germes des maladies héréditaires que ses parents ont put lui léguer, vont trouver chez lui un terrain favorable à leur développement : arrivé à l'âge d'homme, il fera un ouvrier déplorable dont les chefs d'industrie ne voudront pas, et à qui ils préféreront des femmes.

Quant à l'instruction, il n'en aura point. Où prendrait-il le temps pour fréquenter une école, lui, qui entre tous les jours à la fabrique de bonne heure, et n'en sort le soir que fort tard ? A ce sujet, les réponses des industriels sont navrantes. D'après l'enquête, sur 1.000 ouvriers des deux sexes, il y en avait 648 qui ne savaient ni lire, ni écrire, 249 qui savaient lire seulement, ou lire et écrire imparfaitement, et 103 qui savaient bien lire, écrire et compter.

Et, il ne faut pas oublier que nous sommes en 1843,

et qu'à cette date, il y avait déjà 10 ans que la loi anglaise du 29 août 1833 avait obligé les enfants de 9 à 13 ans à fréquenter une école au moins deux heures dans la semaine.

Nous allons maintenant examiner comment les chefs d'industrie, et les différents corps consultés répondirent à une question générale qui leur fut posée.

La question était formulée en ces termes. « Quelle est votre opinion au sujet d'une mesure qui fixerait suivant les âges un maximum de durée pour le travail des enfants ? quelle serait la limite à établir ? »

Cette question fut résolue très diversement dans les mêmes localités et pour les mêmes industries. Les chefs d'industrie surtout émirent les opinions les plus divergentes. Les uns repoussèrent toute fixation du travail des enfants quel que fut leur âge, les autres consentirent, sauf certaines restrictions ; d'autres enfin se prononcèrent franchement en faveur d'une diminution dans la durée du travail des enfants.

Les premiers alléguèrent une raison que tous les industriels des autres pays avaient allégués avant eux. Comme le travail des enfants, dirent-ils, se combine avec celui des adultes, il est impossible d'établir une durée de travail différente suivant l'âge des ouvriers.

D'autres prétendirent qu'une réduction des heures de travail amènerait une diminution du salaire ; de plus il y aurait à craindre de les voir remplacer par des femmes ou des vieillards, et de deux choses l'une, ou ils contracteront des habitudes d'oisiveté et de fainéantise, ou ils seront occupés chez eux en dehors de toute surveillance.

Beaucoup constatèrent que le travail auquel étaient astreints les jeunes ouvriers n'est pas fatigant, et que par conséquent, la durée ordinaire de la journée ne pouvait être trop forte.

Heureusement parmi les industriels, il s'en trouva qui reconnurent que la journée de travail était manifestement trop longue pour les enfants.

Certains d'entre eux proposèrent la journée de 9 heures et même de 8 heures surtout dans les industries qui exigeaient de grande fatigue ; d'autres furent d'avis d'interdire aux enfants tout travail de nuit ; et la plupart de ce groupe constatèrent que la trop longue journée de travail ne permettait pas à l'enfant de recevoir aucune éducation. Quelques-uns même se prononcèrent pour le travail du demi temps, afin de laisser le temps aux jeunes ouvriers d'appliquer l'autre moitié à acquérir de l'instruction et à prendre

quelques distractions. On aurait alors recours au système des équipes. Tout se réduirait à avoir un nombre double de jeunes ouvriers.

En somme, les industriels étaient plutôt hostiles à toute réglementation du travail ; certains mieux intentionnés reconnaissaient bien qu'il y avait de nombreux abus à réprimer, mais ceux-ci n'étaient qu'en faible minorité.

Occupons-nous maintenant des réponses faites par les Chambres de commerce auxquelles l'enquête s'adressa.

La Chambre de commerce de Bruxelles, tout en constatant que les enfants étaient astreints au travail de nuit, que la durée de leur travail, quelque fut leur âge était la même que celle des adultes, tout en convenant que cet état de choses pouvait avoir des inconvénients, fut néanmoins d'avis qu'il fallait bien se garder d'y rien changer (1).

« La position de l'industrie, dit-elle, est trop peu brillante pour ne pas recourir à un moyen aussi efficace que le travail de nuit. Dans l'état actuel des cho-

(1) Voir les réponses de la chambre de commerce de Bruxelles.
— Enquête sur la condition des classes ouvrières et le travail des enfants, pages 41 et s.

ses, une mesure qui interdirait strictement ce travail serait très préjudiciable au petit nombre d'établissements industriels qui font travailler de nuit, en les obligeant à renvoyer les enfants pour prendre des adultes dont le salaire est plus élevé, et qui ne sauraient dans différentes branches remplacer avantageusement les enfants. Mais il y a plus, supposons que l'une ou l'autre de nos industries soit parvenue à se créer un débouché à l'étranger en donnant une grande activité à sa fabrication et en réduisant ses prix, si pour arriver à ce résultat, le travail de l'enfance est indispensable quelles sont les conséquences de la mesure que vous aurez prise ? Vous aurez d'une part détruit l'espoir de l'industriel tout en causant un tort incalculable au pays, et de l'autre vous aurez privé les enfants de travail et d'apprentissage industriel... etc... »

La Chambre de commerce de Bruxelles invoquait donc les nécessités de la production et les exigences de la concurrence. Cette objection a été reproduite maintes fois et sous des formes différentes. Presque dans tous les pays où la législation du travail naissait, l'objection de la production et de la concurrence est venue en première ligne. Il semble bien au premier

abord que la limitation de la journée de travail aura pour effet une diminution de la production. Et cependant nous savons aujourd'hui par l'exemple de l'Angleterre, de la France, de la Suisse, etc., que cette diminution de la production tant redoutée, ne s'est pas produite.

Comment expliquer ces faits :

Il faut associer deux explications :

- 1^o L'amélioration de l'outillage ;
- 2^o L'amélioration de l'ouvrier au point de vue physique et intellectuel.

Ces deux causes sont en réalité des effets de la législation du travail.

La législation a pour effet d'introduire dans la fabrication des perfectionnements.

On voit dans les divers pays où la législation a pénétré, les industriels s'efforcer d'employer de meilleures machines avec des mouvements plus rapides. Et grâce à l'intelligence de l'ouvrier qui s'est ouverte l'accélération du mouvement des machines devient possible. L'ouvrier n'est plus abruti par une tâche trop longue, ses facultés ne sont plus paralysées par un travail trop lourd. Le temps ne va plus lui manquer pour s'instruire, pour s'occuper de sa famille qui est restée trop

longtemps désagréée, en un mot, il va redevenir un homme, et quitter l'état de bête dans lequel il avait vécu jusqu'alors. Son esprit plus ouvert, son intelligence plus développée vont lui permettre d'accomplir en une heure ce qui lui demandait autrefois 2 heures de travail.

Voilà pourquoi la production n'a pu diminuer, or, si la production ne diminue pas, la question de l'abaissement des salaires n'existe plus. Il n'y a plus de raison pour l'industriel d'abaisser le salaire puisque la même tâche est accomplie en un laps de temps moindre. C'est bien plutôt une cause de l'augmentation des salaires que l'on doit y voir.

La réponse de la Chambre de commerce de Bruxelles se ressent trop des arguments que les économistes avaient émis dix ans auparavant en Angleterre. Hume avait soutenu que la loi des 10 heures devait mettre les industriels hors d'état de lutter contre la concurrence étrangère.

Certains économistes avaient même présenté l'argument sous forme mathématique. Tel Nassau Senior qui vint démontrer que tout le profit net provenait de la dernière heure de travail. L'expérience allait prouver qu'il ne devait pas en être ainsi,

Les réponses faites par la Chambre de commerce de Mons témoignaient de sa sollicitude pour les intérêts de la classe ouvrière.

Au point de vue industriel, elle signalait les difficultés que devait rencontrer dans la pratique, toute mesure qui aurait tendu à abrégier le travail des enfants; mais au point de vue moral, elle faisait ressortir les déplorables résultats de l'absence d'éducation et d'instruction, de l'abus des boissons fortes, de la confusion des ouvriers des deux sexes dans les travaux, surtout pour les mines. La Chambre était d'avis de n'admettre dans les houillères que des enfants âgés au moins de 12 ans révolus, et d'interdire les travaux nocturnes aux enfants qui n'auraient pas atteint leur treizième année.

« On remarque chez un grand nombre d'ouvriers, dit-elle dans son rapport, l'absence presque totale des principes religieux, le défaut d'ordre et d'économie; l'ivrognerie, le libertinage, le relâchement des liens de famille marchent de pair avec le manque d'instruction.... Le grand nombre des cabarets est une véritable plaie pour le travailleur. On cite un village qui sur une population de 500 habitants comptait en 1842, 278 cabarets. »

La Belgique est malheureusement, un pays où l'alcoolisme règne en maître. La boisson préférée du Belge est le genièvre dont le prix est généralement très bas, ce qui permet à l'ouvrier d'en absorber une quantité considérable. La Chambre de commerce de Charleroy constatait dans son rapport cet abus des liqueurs fortes chez l'ouvrier (1). « Le bas prix du genièvre, dit-elle, est une calamité pour les familles ouvrières et pour l'industrie ».

Le district de Charleroy est un district essentiellement houillier. Nous savons que dans les mines les abus étaient généralement très graves. Aussi ne nous étonnons pas à la lecture du rapport de la Chambre de commerce de Charleroy. Le rapport constatait, ce qu'on avait constaté au siècle dernier en Angleterre : des enfants privés de jour pendant 18 heures consécutives, accroupis dans des galeries étroites, occupés à ouvrir et à fermer des trappes pour prévenir les déviations du courant d'air, ou à traîner des wagonnets remplis de houille.

Monsieur l'ingénieur Bidaut fit à cette époque une

(1) Voir les réponses de la Chambre de commerce de Charleroy. Enquête sur la condition des classes ouvrières et le travail des enfants, page 53, volume I.

étude intéressante de la condition des ouvriers mineurs dans le district de Charleroy (1).

Il proposa, dans son rapport à la commission d'enquête l'exclusion des mines :

1° Des femmes de tout âge ;

2° Des enfants mâles au-dessous de 14 ans et leur remplacement pour le trainage dans les fosses, par des chevaux.

Ce qu'il désirait par dessus tout, c'était une certaine éducation chez le mineur, car leur ignorance était profonde, et leur imprévoyance proverbiale.

M. l'ingénieur Delneufcour fut entièrement de l'avis de son collègue. Il proposa également l'exclusion des mines, des femmes et des filles ; mais il abaissa l'âge d'admission des garçons à 12 ans.

Il fut un point sur lequel les ingénieurs furent unanimes ; ce fut celui relatif au travail de nuit. Tous sont d'accord pour tolérer le travail de nuit, quel que soit l'âge des ouvriers.

Le travail de nuit dit-on, est moins prolongé que le travail de jour. Les mineurs sont moins exposés la

(1) Voir les réponses des Ingénieurs des Mines. — Enquête sur la condition des classes ouvrières et le travail des enfants, pages 223 et s. Volume II.

nuit à l'action des gaz nuisibles par suite de l'activité imprimée à l'aérage. Libre pendant le jour, le jeune mineur jouit de la lumière, et a le temps de fréquenter l'école.

De plus les travaux de nuit ne sont pas les mêmes que ceux du jour ; on n'exploite à proprement parler que de jour ; la nuit on agrandit les galeries, et on en soutient les parois par des planches : on fait en un mot le travail du boisage. Ce sont d'autres ouvriers que les mineurs proprement dits que l'on emploie à ces travaux. Les jeunes garçons commencent par ce travail leur apprentissage de mineur.

Tous les ingénieurs concluent donc contre la suppression du travail de nuit.

Monsieur l'ingénieur en chef, Gautier, de la deuxième division (Namur et Luxembourg) proposa de modifier les dispositions du décret du 3 janvier 1813. C'était à peu près la seule prescription qu'on eut en Belgique en matière de réglementation du travail. Ce décret fixait à 10 dix ans l'âge auquel les enfants pouvaient être admis dans les mines. M. Gautier proposa de porter l'âge d'admission à 12 ans,

Il voulait en outre, que ces enfants fussent auparavant visités par des médecins qui constateraient que

ces enfants jouissaient d'une assez forte constitution, pour pouvoir faire le métier de mineur.

Messieurs les Ingénieurs Weldekens et Gernaert voulaient une disposition analogue à celle de la loi française du 22 mars 1841 qui statuait : « Que nul enfant âgé de moins de 12 ans ne pouvait être admis dans une manufacture qu'autant que ses parents avaient justifié, qu'il fréquentait une école, et que tout enfant admis devait jusqu'à 12 ans suivre une école. »

Tous ces ingénieurs constatèrent que les femmes n'étaient presque jamais employées au travail de nuit, et que leur nombre tendait à diminuer dans d'assez fortes proportions. — En 1843 il y avait dans la troisième division (Liège) sur un nombre de 10,150 ouvriers, 1,200 garçons de 10 à 16 ans, et seulement 700 femmes dont 300 de 10 à 16 ans.

Ces chiffres sont encore bien considérables, surtout si l'on envisage l'âge peu élevé des jeunes ouvriers.

Les commissions médicales, les sociétés de médecins, les conseils de salubrité répondirent avec beaucoup de soins au questionnaire qui leur avait été envoyé.

L'Académie royale de Bruxelles émit à ce sujet 6 propositions.

Elle demanda :

- 1° Que les enfants ne fussent plus admis au travail des fabriques, usines ou mines avant l'âge de 10 ans ;
- 2° Que les adolescents faibles, chétifs ou scrofuleux en fussent éloignés ;
- 3° Que pour les uns comme pour les autres le travail de nuit fut supprimé ;
- 4° Que la durée du travail journalier n'excédât pas :
8 ou 10 heures ;
- 5° Que les enfants ne fussent reçus dans les fabriques qu'avec un certificat constatant qu'ils savaient lire et écrire ;
- 6° Qu'il fut pourvu à ce que les ateliers soient constamment dans les conditions hygiéniques que réclame le genre de travaux qu'on y exécute.

La plupart des commissions consultées proposèrent à peu près les mêmes réformes que celles que nous venons d'énumérer.

Certaines, cependant, sans exclure le travail de nuit, ne le permettaient qu'aux enfants âgés d'au moins 15 ans, et ces enfants ne pouvaient travailler qu'une nuit sur trois. — Toutes furent unanimes pour interdire le travail des femmes dans les mines.

En résumé, tous les corps consultés en signalant

les inconvénients de l'emploi prématuré et du travail excessif des enfants ont proclamé la nécessité d'y apporter un prompt remède. Tous les renseignements obtenus ont démontré surtout :

1° Que la durée du travail des jeunes ouvriers était presque partout la même que celle du travail des adultes ;

2° Que l'instruction, de même que celle des ouvriers adultes, était très négligée et même nulle souvent ;

3° Que les enfants étaient astreints au travail de nuit comme les adultes chaque fois que les industriels y voyaient leur intérêt ;

4° Que l'emploi des femmes aux travaux des mines et la réunion des ouvriers des deux sexes dans les ateliers, entraînaient des conséquences fâcheuses pour la moralité et favorisaient le libertinage.

5° Que la moralité était déplorable, que beaucoup d'ouvriers s'adonnaient à l'ivrognerie et que beaucoup de jeunes ouvrières s'adonnaient à la prostitution.

Tel est le tableau peu réjouissant que l'enquête de 1843 a mis sous nos yeux. L'enquête de 1843 a été assez considérable ; elle a même pénétré jusque dans la petite industrie. Là encore, elle nous a fait voir que la condition physique, morale, intellectuelle des en-

fants occupés dans les ateliers domestiques, n'était guère meilleure, et qu'elle était même à certains égards plus déplorable que celle des jeunes ouvriers, employés dans les manufactures, les mines et les usines.

Bien plus, elle nous a montré, qu'il existait dans certaines localités, des usages, qui contribuaient à aggraver le sort de l'ouvrier, entre autres, l'obligation imposée aux ouvriers d'acheter à des prix excessifs des objets de diverses natures chez les maîtres qui les emploient. C'est ce qu'on a appelé le truck-système. — Nous passons rapidement sur ces deux points nous réservant d'en parler plus loin.

§ III

Et maintenant, qu'allait-il résulter de cette enquête ? Une loi allait-elle naître de ces travaux ? Il fut un moment où l'on aurait pu le croire. En effet, à la suite de l'enquête, le roi, par un arrêté du 15 septembre 1845, institua une commission chargée de rechercher les moyens d'améliorer le sort des classes ou-

vrières et indigentes. Cette commission, à la suite d'un rapport dont les conclusions méritent d'être rapportées, élaborera un projet de loi.

Le rapport concluait : « L'exemple de l'Angleterre doit surtout nous rassurer ; les restrictions qu'on y a mises au travail des femmes et des jeunes ouvriers n'ont aucunement ralenti les progrès de l'industrie ; et les fabriques de coton, de laine, de lin et de soie qui ont été spécialement l'objet de la loi, sont justement celles, qui depuis quelques années, ont atteint le plus haut degré de développement. Uncertain nombre d'enfants sont passés des manufactures dans les écoles, mais par compensation, un nombre très supérieur d'adolescents ont pris la place des enfants. Aussi les appréhensions, qu'avait d'abord éveillées le nouveau système de protection, se sont-elles promptement évanouies ; fabricants et ouvriers reconnaissent aujourd'hui que ce système n'a rien qui leur soit hostile, qu'il est favorable au bien-être de la classe ouvrière sans porter atteinte aux droits et aux intérêts de l'industrie : ils n'hésitent plus, dès lors, à se conformer strictement à ses prescriptions et à lui donner leur appui ».

Le projet de loi élaboré avait pour titre : *Projet de*

loi sur la police des manufactures, fabriques et mines, et sur le travail des enfants.

Il distinguait quatre catégories de personnes

1° Les enfants au-dessous de 10 ans ;

2° Les enfants de 10 ans à 14 ans ;

3° Les adolescents de 14 à 18 ans ;

4° Les jeunes gens de plus de 18 ans.

Les enfants de moins de 10 ans étaient exclus des manufactures.

De 10 à 14 ans les enfants ne pouvaient travailler que 6 heures $1/2$ par 24 heures.

La journée des adolescents de 14 à 18 ans, ne pouvait dépasser 10 heures $1/2$ par jour.

Pour ces deux catégories, les chefs d'industrie devaient exiger des jeunes ouvriers un certificat attestant qu'ils fréquentaient régulièrement une école publique ou privée, sous peine de ne pouvoir être admis au travail.

Jusqu'à 18 ans, les ouvriers ne pouvaient être employés ni dimanche, ni jour de fêtes.

Le travail de nuit était interdit pour tout enfant ou adolescent de moins de 18 ans.

Le travail de nuit était compris entre 8 heures du soir et 5 heures du matin.

Au-delà de 18 ans, les ouvriers ne pouvaient être occupés plus de 12 heures sur 24, non compris les moments de repos.

Mais des dérogations à ces règles pouvaient être introduites. Sur le rapport des inspecteurs, les députations permanentes des conseils provinciaux pouvaient autoriser, pour des motifs extraordinaires, et durant un mois au plus, certaines dérogations, mais en revanche, elles pouvaient interdire l'admission dans les établissements dangereux ou insalubres d'ouvriers âgés de plus de 18 ans.

Le projet laissait une large part d'action au gouvernement.

La tâche du gouvernement devait consister :

1° A assurer par des règlements généraux, la police des ateliers, sous le rapport de la sûreté, de la salubrité, de l'ordre et des mœurs.

2° A prohiber les paiements des salaires en nature ou dans les cabarets et autres lieux, à réprimer les abus résultant de la vente des marchandises aux ouvriers par des personnes ayant autorité sur eux.

3° A empêcher tout mauvais traitement à l'égard des jeunes ouvriers.

La loi devait être affichée dans tous les établisse-

ments où elle s'appliquerait. Dans quels établissements la loi devait-elle s'appliquer ? La loi devait s'appliquer : dans les manufactures, usines, ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans leurs dépendances, ainsi que dans toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier. Dans tous ces établissements, les chefs d'industrie devaient tenir un registre d'inscription de leurs ouvriers.

Des dispositions particulières étaient consacrées aux travaux souterrains des mines. Ici la loi va s'occuper des femmes pour les exclure à l'avenir, et sans exception, des mines ou minières. — L'âge d'admission de l'enfant est élevé de 10 à 12 ans. Jusqu'à l'âge de 18 ans, les ouvriers ne pourront être employés dans les usines ou minières plus de 8 heures par jour. — Les mêmes dérogations que pour le travail ordinaire peuvent avoir lieu. Mais ce que nous ne trouvons pas ici, c'est l'interdiction du travail de nuit.

Le projet de loi organisait l'inspection. Le rapporteur auprès de la Commission avait étudié particulièrement ce point. — « L'Inspection, dit-il dans son rapport, doit être spécialement organisée pour le but qu'il s'agit d'atteindre ; ainsi, il ne peut être question de la confier, à titre accessoire, à des fonctionnaires

tels que les inspecteurs de l'instruction primaire, les juges de paix ou les vérificateurs des poids et mesures dont le temps est déjà absorbé par les attributions qui leur sont dévolues.

« Cette inspection doit être rétribuée ».

On voit par ces quelques lignes, que l'exemple de la France avait su profiter aux membres composant la commission. En France, quand notre loi du 22 mars 1841 fut votée, on se demanda à qui l'on allait confier l'inspection. (La loi elle-même n'organisait pas l'inspection). On était alors peu disposé à créer de nouveaux fonctionnaires. On pensait que cette création était une nécessité à laquelle on ne devait se résoudre qu'à défaut de tout autre système reconnu applicable. On avait examiné un grand nombre d'hypothèses. On avait pensé aux préfets et aux sous-préfets ; mais ceux-ci n'étaient-ils pas trop absorbés par leur fonction administrative ? Quelques-uns avaient mis en avant la possibilité de confier cette inspection aux procureurs et aux substituts ; d'autres avaient proposé les maires ; mais ces derniers étaient souvent eux-mêmes des manufacturiers. On avait pensé aux juges de paix ; mais n'allaient-ils pas être les juges des contraventions ? Il y eut un moment où l'on voulut confier

l'inspection aux inspecteurs primaires. On s'aperçut bientôt que cette double fonction ne pouvait être confiée au même individu. Le service de l'une contrariait souvent l'autre. — Finalement, on en vint à créer des commissions de surveillance, et pour fortifier leur action, on plaça près d'elles des fonctionnaires qui n'étaient autres que les vérificateurs des poids et mesures. Les commissions de surveillance n'en fonctionnèrent pas mieux, et en 1847, les manufacturiers consultés, déclarèrent qu'il y avait des provinces entières où la loi n'était pas appliquée. C'était à ces faits, que le rapporteur de la commission de 1845 faisait allusion.

Il fallait donc instituer pour une ou plusieurs provinces, des inspecteurs salariés, qui se consacraient exclusivement à la tâche qu'on leur assignerait. C'est ce que fit le projet de loi. « Le gouvernement, portait-il, nomme pour une ou plusieurs provinces des inspecteurs des établissements industriels. — Il peut nommer dans des districts manufacturiers des inspecteurs locaux ou sous-inspecteurs. Ces derniers doivent correspondre avec les inspecteurs provinciaux ». Pour les mines, c'étaient les ingénieurs des mines qui étaient chargés de l'exécution de la loi.

Quels étaient les pouvoirs donnés aux inspecteurs par le projet de loi ?

Ils avaient la libre entrée des établissements industriels. Défense leur était faite de s'immiscer dans les opérations commerciales. Ils devaient prendre connaissance du registre que devait tenir tout industriel, et sur lequel se trouvait inscrit le nom de tous les ouvriers ; le registre devait être visé par eux.

Ils veillaient à l'exécution des lois et réglemens sur la police des manufactures, fabriques et usines. Leur mission était de s'assurer de l'accomplissement de toutes les conditions de sûreté et de salubrité, et de celles qui concernaient le maintien du bon ordre, la santé des ouvriers et leur instruction civile et religieuse.

De plus, quand ils auraient reconnu dans un établissement une cause de danger ou d'insalubrité, ou tout autre infraction aux règles de police, ils devaient en faire rapport à la députation permanente du conseil provincial, qui après avoir entendu le chef ou directeur, prescrirait les dispositions convenables, sauf le recours des intéressés au Roi.

En cas d'urgence la députation permanente pouvait ordonner l'exécution provisoire de son arrêté. Disons

en passant, que la députation permanente du conseil provincial peut être comparée à notre commission départementale en France.

Les Inspecteurs avaient le droit de dresser des procès-verbaux qui faisaient foi jusqu'à preuve contraire.

Un règlement d'administration publique devait déterminer leurs rapports avec les autorités provinciales ou locales.

Dans le rapport lu à la commission avant l'élaboration du projet de loi, on lit : « Le gouvernement réunirait en session générale à Bruxelles, au moins une fois l'an, les inspecteurs de l'industrie; enfin chaque année, il serait rendu compte aux chambres législatives de l'exécution de la loi ».

Nous n'avons pas retrouvé ces deux clauses dans le projet de loi. Nous n'y pouvons voir qu'un oubli.

Des pénalités étaient édictées par le projet de loi.

Toute contravention à la loi était punie d'une amende de 16 à 500 francs. Le tribunal compétent était celui de simple police.

En cas de récidive l'amende était double ; le tribunal correctionnel devenait alors compétent, et pouvait prononcer un emprisonnement qui ne pouvait pas excéder 3 mois.

Quand y avait-il récidive ? Il y avait récidive, quand il ne s'était pas écoulé un an depuis la dernière condamnation prononcée.

Mais la loi prévoyait des circonstances atténuantes. Alors, l'emprisonnement pouvait être réduit au-dessous de 6 jours, et l'amende au-dessous de 16 fr. Le tribunal pouvait prononcer l'une ou l'autre de ces peines, sans que en aucun cas la peine prononcée put être au-dessous des peines de simple police.

Telles étaient les principales dispositions du projet de loi. Si ce projet était devenu loi, la Belgique aurait réalisé sur notre législation ouvrière française un véritable progrès.

Notre loi du 22 mars 1841 était en effet beaucoup moins protectrice que ne l'aurait été la loi belge. Elle n'avait fixé l'âge d'admission de l'enfant à la fabrique qu'à 8 ans, elle ne s'était pas occupée du travail des femmes, elle n'était pas applicable aux mines et n'avait organisé aucune inspection.

Peut-être, fut ce le défaut du projet de loi d'être trop protecteur.

Les chefs d'industrie protestèrent énergiquement contre des mesures qui allaient, disaient-ils, les mettre hors d'état de lutter contre la concurrence étrangère.

Ils invoquèrent contre l'institution des inspecteurs, les secrets de la fabrication, et les mesures vexatoires auxquelles ils allaient être soumis.

Les ouvriers eux-mêmes étaient hostiles à toute réglementation. Avait-on le droit de toucher à leur travail, ne savaient-ils pas, eux, mieux que personne, ce qui devait excéder leur force ou user leur santé ? En un mot, disons-le, le principe de la non-intervention des pouvoirs publics dans l'organisation industrielle, était considéré pour la plupart, comme un axiôme indiscutable, et peu de membres du Parlement songeaient à en atténuer la rigueur dans ses applications.

On estimait comme les économistes de l'école libérale, que ni la loi, ni l'état ne devaient s'interposer entre le patron et l'ouvrier, quelque fut l'âge et le sexe de ceux-ci.

Telle fut la véritable cause pour laquelle le projet ne devait jamais devenir Loi. Ainsi, malgré les vœux émis par les chambres de commerce et de manufactures, par les sociétés de médecine, par les conseils de salubrité, la Loi ne devait pas triompher des obstacles qu'elle rencontrait. Et cependant, tous ces corps consultés avaient mis à jour toute cette misère,

tous ces dangers auxquels on ne voulait pas apporter un remède.

Le conseil central de salubrité publique de Bruxelles dans sa séance du 9 février 1846, sur la proposition d'un de ses membres, Monsieur Dupectiaux avait nommé une commission pour examiner la question du ramonage (1). Il s'agissait d'étudier si le ramonage des cheminées, tel qu'il se pratiquait alors, ne présentait pas des inconvénients et des dangers, et s'il ne pouvait pas être utile de substituer aux jeunes ramoneurs, des appareils mécaniques, analogues à ceux qui avaient été adoptés depuis plusieurs années en Angleterre.

Le rapport de la Commission s'exprimait en ces termes : « Le mode actuel de ramonage prédispose l'enfant à certaines maladies, et occasionne souvent des accidents graves aux infortunés qui exercent cette pénible profession ».

En Angleterre, dès 1803, une société s'était formée dans le but de venir en aide aux jeunes ramoneurs. Ses efforts avaient été couronnés par un bill de 1834

(1) Voir. Conseil central de salubrité publique de Bruxelles : enquête sur la condition des classes ouvrières, page 69 et s. Volume I.

qui prescrivait certaines règles pour la bonne construction des cheminées, et l'apprentissage des enfants destinés à remplir l'office de ramoneurs. Mais ce bill laissait subsister l'abus principal, c'est-à-dire la faculté d'employer au ramonage de jeunes enfants. Cette lacune fut comblée par un act du 7 août 1840 intitulé : Act établissant un règlement pour les ramoneurs de cheminées et pour les cheminées.

Cet Act interdisait expressément le ramonage des cheminées par des enfants, et infligeait une amende de 5 à 10 livres à toute personne qui aurait contraint un enfant ou adolescent, au-dessous de l'âge de 21 ans, à monter ou descendre dans les cheminées.

L'apprentissage ne devait commencer qu'à 16 ans.

Le conseil central de salubrité de Bruxelles émit le vœu qu'il fut présenté à la législature un projet spécial consacrant des dispositions analogues à l'Act anglais de 1840.

Mais, comme le projet de loi de 1845, tout ceci devait rester lettre morte. Pour arriver à une réglementation sérieuse du travail, il va nous falloir parcourir un laps de temps de 40 ans, pendant lequel, les abus et les dangers que nous venons de constater, ne firent peut être que s'accroître.

DEUXIÈME PARTIE

La grande enquête du 15 avril 1886 sur les conditions du travail en Belgique

CHAPITRE PREMIER

Le sol de la Belgique est exceptionnellement riche en minerais de toute sorte, et en gisements houilliers. Après la guerre franco-allemande de 1870, la Belgique traversa une ère de prospérité inouïe. Même, la petite industrie trouva à cette époque de nombreux débouchés. Mais les mauvais jours arrivèrent. A partir de 1882, il y eut une crise générale et progressive.

C'est en 1886, que la crise fut la plus aiguë, à la suite de la baisse du charbon, de la concurrence faite sur le marché national par les houilles allemandes.

A la suite de cette crise, des grèves se produisirent, qui inspirèrent des craintes au gouvernement.

Les revendications formulées par les ouvriers avaient à la fois un caractère économique et politique.

Ce furent eux, qui cette fois, demandèrent les premiers la réglementation du travail.

Economiquement ils réclamaient : 1° La réglementation du travail non seulement des enfants, mais des adultes.

2° Un minimum de salaire.

3° L'assurance contre les accidents et la vieillesse.

4° L'amélioration des lois telles que celle sur les conseils de prud'hommes, et les sociétés de secours mutuel.

Politiquement ils réclamaient : L'établissement du service personnel, et le suffrage universel.

C'était le programme du parti socialiste qui se trouvait à la tête du mouvement (1).

Le cabinet qui dirigeait alors la politique en Belgique se mit aux premiers rangs dans cette marche en avant en faveur des populations ouvrières.

(1) Voir le rapport adressé au ministre des affaires étrangères par M. A. Bourrée envoyé, extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française à Bruxelles.

Il proposa au roi d'organiser une grande commission composée de tout ce qui dans le pays posséderait une autorité, une influence, un nom, une compétence technique, et de la charger d'étudier avec détail, tout d'abord les questions relatives au travail envisagé dans sa conception la plus large ; ensuite de proposer un ensemble de mesures propres à donner satisfaction aux desiderata des classes laborieuses.

Par un arrêté royal du 15 avril 1886 la commission était instituée. L'art. 1^{er} de l'arrêté royal était ainsi conçu : « Il est institué un comité chargé de s'enquérir de la situation du travail industriel dans le royaume, et d'étudier les mesures qui pourraient l'améliorer. »

L'art. 2^e énumérait les noms des membres du comité.

Le comité était composé d'ingénieurs des mines, de sénateurs, de professeurs aux différentes universités, de publicistes, de membres de la chambre des représentants, de ministres, d'avocats, de chanoines, d'industriels et même d'ouvriers.

Les membres de cette commission ne touchaient ni indemnité, ni frais de déplacement. Le président et le vice-président étaient choisis parmi les membres de la commission.

La commission se subdivisait en trois sections, dont les travaux portaient sur les objets suivants.

La première section devait s'occuper de la statistique générale. Étaient comprises sous cette rubrique, les recherches sur la situation de l'industrie et des classes laborieuses en Belgique.

La deuxième section avait à étudier les rapports entre le capital et le travail.

Les travaux de la troisième section étaient consacrés à l'amélioration de la condition morale et matérielle des classes laborieuses.

Chaque section désignait un président, un vice président, et un secrétaire dans son sein.

La commission rédigea un questionnaire écrit qui fut distribué à des milliers d'exemplaires, et auquel tout le monde put répondre.

Des enquêtes orales furent faites chez tous les industriels du pays, au sein desquelles tout témoin qui se présentait, pouvait être entendu, et interrogé.

La commission reprit tous les griefs formulés devant elle, et dans une série de rapports publiés par ses soins, elle en examina le bien fondé, et les remèdes qui pourraient y être apportés.

Après deux ans de travail, elle était arrivée à mener

à bien son œuvre ; et c'est de cette œuvre dont nous allons avoir à parler (1).

§ I

La Belgique fut divisée au point de vue de l'enquête en cinq régions, d'après l'analogie des industries dominantes.

L'enquête montra, ce qu'avait montré environ 40 ans plus tard celle de 1843 : des enfants de 7 à 8 ans travaillant 15 et 16 heures par jour dans des ateliers mal éclairés et mal aérés, des femmes d'une conduite déplorable travaillant avec des hommes aux travaux souterrains des mines, des familles entières adonnées à l'alcoolisme ou rongées par la syphilis, des ouvriers exploités indignement par leur patron au moyen du truck système.

Dans la séance de la commission du 28 avril 1886,

(1) Voir les comptes rendus des séances de la commission du travail du 15 avril 1886. Volume IV.

Monsieur le Chevalier de Moreau mit nettement en lumière les points concernant le régime du travail qui s'imposeraient à l'examen de la commission.

Ces points étaient les suivants :

- 1° Le travail des enfants ;
- 2° Le travail des femmes ;
- 3° Le repos hebdomadaire ;
- 4° Des mesures de précaution en matière d'hygiène et d'accidents.

Du travail des adultes, il n'en était pas parlé. C'est que le principe de la non intervention des pouvoirs publics, le principe de la liberté du travail était encore prédominant. On acceptait bien une réglementation en faveur du travail des enfants, mais ce qu'on ne pouvait admettre c'était une réglementation du travail des adultes, réglementation qu'on semblait n'accorder qu'avec regret aux femmes.

A ce sujet, le rapport du Baron Arnold t'Kint de Roodenbeke ne nous laisse aucun doute. « L'intervention de la Loi nous paraît ici inutile, dit-il, dangereuse même ; les adultes peuvent stipuler le nombre d'heures de travail qui leur convient, et dans la situation présente, l'ouvrier est assez fort, assez vigilant pour ne pas se soumettre à une tâche exagérée

ou déraisonnable. La force des choses et les circonstances doivent rester en cette matière le véritable régulateur de la durée du travail. » Et cependant en 1882, les ouvriers avaient eux-mêmes demandé un maximum de travail de 12 heures, plus tard ils avaient renouvelé leur demande, et c'était alors la journée de 10 heures qu'ils réclamaient. C'est ce qui faisait dire avec ironie au rapporteur : « Pourquoi n'arriverait-on pas à demander la journée légale de 6 heures et même de 5 heures ? »

La Suisse, l'Autriche, et quelques Etats de l'Amérique du Nord, ajoutait le rapport, ont réglementé le travail des adultes du sexe masculin et les rapports des inspecteurs ne sont pas faits pour nous encourager. La loi est violée.

Il est certain qu'une loi a toujours donné lieu à des fraudes. Les fraudes naissent avec elle. Mais ce que le rapporteur de 1886 oubliait de dire, c'est qu'une loi aussi peu respectée qu'elle soit, porte toujours en elle une vertu morale que ceux même qui la violent, n'oublient jamais tout-à-fait. Si la loi Suisse du 23 mars 1877 fut peu respectée à ses débuts, nous savons aujourd'hui, qu'elle est entrée dans les habitudes et les mœurs du pays, et qu'elle y produit les meilleurs

effets. Elle est l'essai de législation du travail le plus complet que l'on puisse trouver en Europe, et malgré son extrême prévoyance, les législations cantonales sont venues bientôt après combler les quelques lacunes qu'elles contient. C'est ainsi que la loi du canton de Glaris de 1892, ne règle pas seulement le travail des adolescents et des femmes, mais aussi le travail des adultes. Et nous savons que cette extension de la loi aux adultes a été ajoutée dans la loi sur l'initiative de l'assemblée populaire.

Malgré sa répugnance pour la réglementation du travail des adultes, M. Roodenbeke reconnaît toutefois, que l'exemple de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Suisse, serait bon à suivre au point de vue des repos obligatoires.

« Là seulement, dit-il, on pourrait édicter certaines règles concernant le travail des adultes hommes. Pourquoi ne pas exiger que les ouvriers suspendent leur travail pendant une demi heure le matin et le soir, pendant 1 h. et 1 h. 1/2 au milieu du jour? »

Cette concession n'était-elle pas un aveu indirect dans la bouche du rapporteur ; n'arrivait-elle pas à reconnaître, que la journée du travail des adultes était manifestement trop longue, que l'ouvrier n'était

ni assez fort, ni assez vigilant, pour ne pas se soumettre à une tâche exagérée ?

§ II

Pour les enfants et les adolescents, le minimum de 14 ans, et la journée de 10 heures étaient inscrits au programme socialiste.

Le rapporteur auprès de la commission estimait que dans l'état actuel de la concurrence européenne, ce minimum de 14 ans, et cette journée de 10 heures ne pourraient être acceptés sans une entente internationale. « L'ouvrier disait-il, va voir diminuer ses ressources, et ce sera lui qui sera la première victime de ce changement ».

Il était néanmoins d'avis. qu'il fallait une limite unique, à partir de laquelle les enfants seraient admis dans tous les ateliers à fournir une journée entière de travail. Il repoussait avec énergie le système du demi temps, alléguant que la France paraissait se repentir d'avoir fait cet emprunt à la législation anglaise.

La plupart des chefs d'industrie consultés sur ce point, au cours de l'enquête de la commission du travail, avaient partagé la même manière de voir.

Ce système avait été introduit en Angleterre par la loi du 29 août 1833. D'après le texte de la loi, la journée des enfants de 9 à 13 ans était limitée à 9 heures par jour. Dans ces conditions, il fallait que l'industriel laissât travailler les adultes sans l'aide de l'enfant, ce qui était impraticable, ou alors, il fallait avoir recours à des équipes, organiser des relais. Il fallait deux équipes.

Ce système souleva des objections de la part des industriels, objections que nous retrouvons ici dans l'enquête belge de 1886.

Les manufacturiers, dont l'usine était éloignée de tout grand centre, prétendirent qu'ils ne trouveraient pas le nombre d'enfants nécessaires. Tous furent unanimes pour prétendre que l'emploi de ces enfants allait leur revenir fort cher, et que ce travail serait impossible à concilier avec les obligations scolaires.

De plus, on allait faire de ces enfants des ouvriers, qui arrivés à l'âge d'homme, ne trouveraient plus de travail à cause de leur trop grand nombre.

Mais l'inconvénient le plus réel était sans contredit

la difficulté qu'il y avait avec un pareil système, d'organiser une inspection sérieuse. Avec ce va-et-vient d'enfants, les inspecteurs ne vont plus pouvoir exercer leur contrôle, et il va être très facile à l'industriel de violer la loi.

Pour ces raisons, dont la dernière surtout ne manque pas de justesse, le rapporteur de 1886 écartait sans hésitation le travail du demi-temps.

Il proposait de fixer à 12 ans l'âge d'admission de l'enfant à la fabrique. Cet âge de 12 ans lui était inspiré par la coutume assez générale qu'avaient les parents de faire faire à cet âge la première communion à leurs enfants. L'enfant entrerait donc dans la fabrique après avoir fait sa première communion.

Mais il fallait des précautions pour prévoir les fraudes. Outre ce minimum d'âge, l'enfant aurait à fournir la preuve qu'il a fréquenté pendant un certain temps, une école primaire publique ou privée.

Quant au certificat d'aptitudes physiques exigé en Angleterre, M. Roodenbeke ne croit pas devoir le conseiller, à cause, dit-il, « de la difficulté de désigner des médecins ayant à la fois la confiance des patrons et des ouvriers, et que les intéressés ne puissent même pas soupçonner d'un acte de complaisance. »

Nous savons qu'en Angleterre, cette mesure avait donné lieu à des fraudes scandaleuses.

Quelle allait être la limite du temps de travail ? D'après le rapporteur, pour les enfants de 12 à 16 ans, la limite du temps de travail ne pouvait être inférieure à 12 heures, comprises entre 5 heures du matin, et 9 heures du soir.

« Dans certaines industries, conclut le rapport, dans les filatures par exemple, beaucoup d'enfants sont employés comme aide d'ouvriers, et il serait impossible de fixer pour ces deux catégories de travailleurs des journées de travail d'une durée différente, sans jeter le trouble et la désorganisation dans notre régime industriel ».

§ III

La législation doit-elle s'occuper du travail des femmes ? Telle est la question que les membres de la commission ne semblent résoudre qu'avec timidité.

Puisque le législateur n'a pas le droit de venir porter

atteinte à la liberté du travail en ce qui concerne les hommes adultes, pourquoi s'arrogerait-il ce droit vis-à-vis des femmes adultes ? Pourquoi, ce que nous venons de dire des ouvriers adultes, ne peut-il pas s'appliquer également aux femmes.

C'est qu'ici, ce principe de liberté, aussi grand qu'il puisse être, doit s'effacer devant la mission qu'à l'Etat de veiller sur le sort des générations futures. Il faut faciliter aux femmes leurs devoirs de mère et de ménagère. C'est dans ce but que le rapporteur auprès de la commission propose, au moment des couches, une interruption de travail de 3 semaines. Mais de quoi va vivre l'ouvrière qui n'a pas d'économies, pendant ce chômage légal ? Monsieur Roodenbeke propose de demander aux chefs d'industrie, d'accorder des secours aux ouvrières en couches, afin de compenser, de cette façon, la perte totale de salaire à laquelle les condamne leur inaction forcée. Cette proposition est purement morale, elle échappe à l'action du législateur. Aussi faudrait-il faire peser cette charge sur les caisses de secours pour maladies, établies dans certaines fabriques, ou établir des caisses spéciales à cette fin, alimentées par les cotisations des ouvriers et des patrons suivant une certaine proportion.

En France, notre loi de 1892 ne contient aucune règle pour les ouvrières nouvellement accouchées. On avait cependant proposé à la Chambre une interruption de travail pour les femmes accouchées, de 4 semaines, mais on abandonna le projet. Le 29 mars 1892, on renouvela les propositions qui furent discutées, le 30 octobre et le 4 novembre 1892. La Chambre finit par voter un texte interdisant tout travail pendant 4 semaines après l'accouchement. Il visait non seulement les femmes travaillant dans l'industrie, mais encore celles qui travaillent aux travaux agricoles. De plus, le texte prévoyait une indemnité de 1 fr. par jour mise à la charge de l'Etat. — Il faut l'avouer à notre honte, la proposition n'a jamais reparu en seconde lecture.

La proposition de M. Roodenbeke, consistant à établir des caisses spéciales alimentées par les cotisations des ouvrières et des patrons, nous paraît être d'une sage prévoyance, et d'une mise en pratique relativement facile.

L'ouvrière aurait là un secours qui ne serait pas une aumône, et qui lui permettant de rester chez elle le temps nécessaire pour se rétablir, lui éviterait bien

souvent les maladies dangereuses auxquelles sont sujettes les femmes après leur couche.

Mais le rapporteur ne parle pas de la limitation de la journée pour la femme. Il s'occupe seulement des repos à lui accorder.

Quand la femme aura un ménage à soigner, il propose de lui donner la faculté de prolonger d'une demi-heure le repos du milieu du jour, toutes les fois que la durée normale de ce repos ne sera pas d'une heure et demie au moins.

Comme on le voit, ce n'est qu'avec une certaine crainte, que le rapporteur aborde la réglementation du travail des femmes. Sachant les sentiments qui animent les membres de la commission à ce sujet, les mesures qu'il propose sont incomplètes et timides. Il n'ose pas aller trop loin dans ses réformes, aussi reste-t-il muet sur la question de la limitation de la journée de travail.

Il prévoit que si les réformes qu'il propose sont adoptées, ce ne sera qu'après une discussion longue et violente. Et le rapporteur ne se trompait pas dans ses prévisions. Nous n'avons qu'à lire, pour nous en convaincre, les conclusions de la troisième section à ce sujet. La majorité des membres de la commission

se prononçait bien pour l'exclusion des femmes dans les mines, mais elle constatait avec regret que c'était une atteinte grave, portée à la liberté du travail.

Quant à la réglementation de leur travail dans les autres industries, tous furent unanimes pour reconnaître qu'elle était inutile.

§ IV

Devait-on interdire le travail des dimanches, et le travail de nuit ?

L'enquête avait relevé que presque partout on travaillait le dimanche, mais que le travail était moins long que les jours ordinaires.

Le travail du dimanche était surtout consacré aux réparations à faire aux machines, « ce qui aurait occasionné un chômage si on avait fait ce travail un autre jour, avaient prétendu les patrons ». Dans l'industrie textile, on travaillait surtout le matin à réparer et à nettoyer les machines ; dans les aciéries et fabriques de fer, les ouvriers travaillaient tous le dimanche, s'ils ne

travaillaient pas c'est que l'industrie subissait momentanément une crise.

Certains patrons avaient répondu que son effet était des plus salulaire vu, qu'il empêchait l'ouvrier d'aller au cabaret.

Mais si le travail du dimanche empêchait l'ouvrier d'aller au cabaret, ne l'empêchait-il pas aussi d'accomplir ses devoirs religieux, de vivre de cette vie de famille qu'il avait si peu l'occasion de goûter ? A ce sujet madame la Comtesse de Stainlein-Saalenstein envoya une note, que nous reproduisons ici, aux membres de la commission (1).

« Cette note, disait-elle, n'est pas de moi, mais d'un chef de paroisse très industrielle qui connaît à fond nos ouvriers Belges et les aime autant qu'il les connaît. » On lisait :

« Le travail du dimanche, surmène les forces de l'ouvrier, et par suite lui fait perdre en aptitude et en habileté ce que le travail du dimanche ajoute à son salaire. L'effet du travail du dimanche sur le développement moral est lamentable ; il détourne des devoirs

(1) Voir commission du travail du 15 avril 1896. Procès-verbaux des séances d'enquête concernant le travail industriel, volume II, section A. N° 213 à 216. — 1259.

religieux, il en empêche même l'accomplissement, il détruit la vie de famille, il rompt les liens de l'existence sociale, il prépare à la patrie des éléments de dissolution et de ruine. »

Les membres de la commission allaient-ils tenir compte de ces raisons plus que fondées ?

Le rapporteur auprès de la Commission constatait bien lui aussi, que le repos dominical était indispensable à la conservation de la vie de famille et à la réparation des forces, mais il ne pouvait rien proposer. Si nous nous reportons un instant à l'enquête de 1843, nous pouvons constater qu'il n'y fut jamais question du repos du dimanche. Cette lacune n'était pas un oubli. Un obstacle se dressait ici, c'était la Constitution Belge elle-même.

L'article 15 de la Constitution porte, que : « Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos. »

Cette disposition ne permettait pas, en effet, d'établir en Belgique par une loi, l'obligation du repos dominical. C'est ce que le rapporteur de 1886 constate. Les membres de la Commission, dans leurs

conclusions, écartèrent ce repos comme institutionnel.

Mais l'article de la Constitution Belge ne parle que du repos dominical, c'est-à-dire du repos du dimanche ; il ne parle pas du repos hebdomadaire. Un jour de repos par semaine, fixé un autre jour que le dimanche, serait-il contraire à la disposition de l'article 15 de la Constitution ?

Nous ne le pensons pas. Mais hâtons-nous de dire que ce repos, fixé à un autre jour que le dimanche, n'est nullement désirable.

L'expérience tentée en France avec les décades au temps de la Révolution est là pour nous convaincre. Selon nous, le repos ne doit être fixé qu'au dimanche, et doit être le même pour tous les ouvriers. Le repos hebdomadaire, fixé au dimanche, est une des conditions de la liberté de conscience (1) ; fixé au même jour pour tous les ouvriers, il sauvegarde les intérêts familiaux et sociaux. En Angleterre, aux Etats-Unis, il y a des lois très anciennes sur le repos du dimanche. En Autriche, en Allemagne, en Suisse, en Russie, ce repos est exigé même pour les adultes.

(1) Voir Congrès de Zurich, 1897.

Si aucune disposition législative ne peut venir, en Belgique, régler cette matière, souhaitons que les chefs d'industrie soient eux-mêmes les premiers à reconnaître que ce repos, au point de vue moral, comme au point de vue physique, est nécessaire à l'ouvrier, et que peu à peu l'habitude et la coutume viennent suppléer à la loi absente.

Pour ce qui concernait le travail de nuit, le rapporteur était d'avis qu'il fallait l'interdire aux femmes et aux enfants, mais qu'on devait introduire dans la loi toutes les exceptions que les lois étrangères avaient édictées jusqu'alors.

Si nous consultons à ce sujet les lois françaises et les lois anglaises, nous lisons que les enfants pouvaient travailler de nuit, lorsque ce travail était imposé pour compenser le temps perdu d'un chômage, occasionné par le non fonctionnement d'un moteur, ou lorsque des réparations urgentes exigeaient cette prolongation. C'est certainement à ces deux exceptions que le rapporteur auprès de la commission faisait allusion.

CHAPITRE II

Le système connu en Angleterre sous le nom de truck, qui consiste à effectuer une retenue sur le salaire de l'ouvrier, soit en le payant en marchandises au lieu de le payer en espèces, soit en le contraignant à acheter les denrées dont il a besoin dans une boutique déterminée qui vend à cher prix, soit par d'autres moyens encore, existait en 1886 en Belgique.

L'enquête avait démontré qu'on le rencontrait très peu dans les grandes industries, telles que l'industrie charbonnière, les industries métallurgiques, la construction des machines ou des pièces de machine, la filature et le tissage en grand. Toutefois, ces grandes industries n'en étaient pas tout à fait exemptes, mais les abus qui s'y produisaient, provenaient plutôt des contre-maitres que des patrons.

Dans le Borinage, par exemple, les directeurs de charbonnage traitaient avec des sous-entrepreneurs

nommés *chef de trait*, qui se chargeaient d'effectuer le transport des produits dans un chantier déterminé, et moyennant un prix convenu. Ces derniers embauchaient des ouvriers qu'ils payaient eux-mêmes, et comme ils l'entendaient. Or, la plupart de ces entrepreneurs tenaient des boutiques ou des cabarets, et c'était toujours au cabaret qu'avait lieu le paiement. L'ouvrier était donc obligé de consommer pour avoir son salaire, et l'on s'arrangeait souvent pour le faire consommer plus qu'il n'aurait voulu.

Ces chefs de trait ont beaucoup d'analogie avec ce qu'on nomme en Angleterre les *butty-colliers*.

Toutefois, ce qui se passait en 1886 en Belgique n'avait rien d'analogue avec ce qui s'était passé au commencement de ce siècle en Angleterre (1).

(1) Benjamin Disraëli a fait dans *Sybil* une émouvante description des abus du truck : les femmes des ouvriers venant au point du jour chercher les marchandises à la boutique de butty, obligées d'attendre sous la pluie qu'on veuille bien leur ouvrir la porte de l'échoppe, forcées d'acheter des marchandises dont elles n'ont nul besoin, à des prix fabuleux, les revendant ensuite à 100 0/0 de perte pour se procurer un peu d'argent comptant, et perdant dans ces courses navrantes toute leur journée, pendant laquelle leurs enfants et leur mari n'ont point de feu, pas de repas préparé, pendant laquelle le logis est privé des soins de la ménagère.

§ I

Le truck était cependant un abus de vieille date en Belgique, et il avait donné lieu, surtout dans la province de Liège, à de nombreuses dispositions législatives prohibant d'une manière absolue, mais infructueusement, le paiement du salaire en nature.

Un ban rendu en 1280, au nom du comte de Flandre et des électeurs d'Ypres stipulait que, dans les 15 jours les drapiers devaient payer les tondeurs intégralement, et ceux-ci leurs valets, sans que l'on put donner ni recevoir en paiement des vivres ou menues denrées, sous peine de 60 sols d'amende dans les deux cas.

Dans les statuts des meuniers de Nieuport, on lit : « Il est rigoureusement défendu aux meuniers de prendre du froment ou mouture pour leur salaire ou quelque chose d'autre que de l'argent (1) ».

Dans les actes des métiers des XIV^e et XV^e siècle, on voit le salaire des ouvriers fixé en numéraire, sans

(1) Chez les meuniers de Liège, au contraire, ce genre de paiement était admis. (Chartes et Privilèges des métiers de Liège).

doute parce que celui-ci était devenu plus abondant, et l'on ne trouve plus de clauses défendant les paiements du salaire en nature (1).

C'est seulement au XVIII^e siècle, que l'on voit intervenir le gouvernement central par des édits prohibant le paiement en nature. C'est au pays de Liège que cet abus avait repris d'une manière scandaleuse. Une prohibition formelle de ce salaire fut publiée pour la première fois par Marie-Thérèse, le 12 janvier 1742 à la demande des Etats de Limbourg (2).

Les princes évêques, prirent contre ces abus différentes dispositions.

Un édit de Georges Louis (1739) défend purement et simplement de payer le salaire en nature.

Un édit de Jean Théodore (1735) renouvelle l'inter-

(1) L'Ordonnance du Conseil des Flandres du 15 septembre 1588, portant règlement du salaire des ouvriers, ne fait aucune mention d'une prohibition de paiement en nature du salaire des ouvriers. Il n'y est pas question d'abus quelconque.

(2) Dans ce règlement de Marie-Thérèse qui s'applique aux manufacturiers de draps et de clous, dans le pays de Limbourg, on trouve une disposition assez curieuse, à l'article V. Cet article oblige le patron qui a congédié un ouvrier qui s'est refusé à accepter des marchandises en paiement, à payer le salaire de cet ouvrier pendant tout le temps qu'il restera inoccupé.

diction de 1739, et défend de faire des contrats stipulant les paiements en marchandises. Cet édit réglemente encore la périodicité des jours de paie.

Enfin un édit de 1746 défend aux patrons de tenir des boutiques, et les oblige à opter dans un délai donné entre leur profession d'industriel et celle de commerçant.

§ II

Après ce rapide coup d'œil jeté sur l'histoire de la législation du truck, revenons en 1886.

Les procès verbaux d'enquête prouvèrent, qu'il existait en Belgique, 5 moyens de priver l'ouvrier du salaire qui lui était légitimement dû.

1° Le patron payait tout ou partie du salaire en marchandises, en cotant celles-ci à un prix plus élevé que dans les boutiques libres. Les prix étaient généralement de 20 o/o plus chers qu'ailleurs, et les marchandises étaient toujours de qualité inférieure.

Ce mode de paiement était surtout pratiqué aux

environs de Termonde. A Zèle, village de 1200 âmes, dont la principale industrie est la fabrication des toiles à sacs, à voile, etc. l'ouvrier était rarement payé en argent, et presque toujours en marchandises.

M. de Bruyn, bourgmestre de Termonde, prétendit, lors de l'enquête, que bien souvent les ouvriers de Zèle venaient apporter au mont de piété de Termonde, les marchandises qui leur avaient été ainsi remises.

Dans une des séances de la commission d'enquête, le secrétaire de la commission vint donner lecture d'une lettre envoyée par des ouvriers de Zèle. Ceux-ci déclaraient qu'ils n'osaient pas se présenter à l'enquête, de peur d'être persécutés par leurs patrons.

« Notre situation, écrivaient-ils, est devenue intolérable; nous gagnons péniblement quelques francs par semaine, et nous ne touchons presque rien de cet argent; on nous endosse des vivres et des marchandises de mauvaise qualité ».

A Liège également, tous les fabricants d'armes de cette ville payaient leurs ouvriers en marchandises. Monsieur Charles Morisseaux, rapporteur auprès de la commission, dit avoir vu payer, sur 1,000 francs dûs à un recoupeur, 500 francs en marchandises, dont un

tonneau de vinaigre. Pour le reste, dit-il, on lui a remis une traite à 90 jours.

2° La seconde forme du Truck consiste en ce que le patron paie ou est censé payer en espèces. Mais il tient une boutique où les ouvriers sont virtuellement tenus de s'approvisionner.

Ceci est une forme plus perfectionnée du truck. Il semble, avec ce système, que l'ouvrier va être libre d'acheter ou de ne pas acheter. Mais il sait très bien, sans même qu'on ait la peine de le lui dire, que s'il ne fréquente pas la boutique du patron, il n'aura plus d'ouvrage.

Ce système se combine avec la pratique des avances. Voici en quoi elle consiste : dans l'intervalle entre deux paiements, la boutique du patron fait des avances de marchandises à l'ouvrier. Au jour de la paie, on apure le compte par un versement d'espèces, et souvent par une nouvelle fourniture de marchandises.

Ce mode de paiement était pratiqué à Nessonvaux, chez les maîtres cannonniers, et chez certains maîtres de carrière de Sprimont.

3° Dans la troisième forme du truck, la boutique n'est pas tenue par le patron, mais par un de ses parents ou simplement par une personne qu'il protège,

et les ouvriers doivent s'y approvisionner, s'ils veulent avoir du travail.

L'enquête montre qu'un fabricant, M. Van Baert obligeait ses ouvriers à prendre des marchandises pour le tiers de leur salaire chez sa fille, qui tenait un commerce d'épicerie. Avec une impudence rare, M. Baert alléguait comme excuse qu'il avait parfaitement le droit de protéger les membres de sa famille.

4° Le patron ne fait ni directement, ni indirectement aucune retenue sur les salaires : il paie en espèces et ne tient pas de boutique. Mais, un contre-maître ou un employé tient une boutique ou un cabaret et fait en sorte d'exclure de l'usine l'ouvrier, qui ne fréquente pas la boutique ou le cabaret.

Les patrons dans le Hainaut avaient interdit à leurs employés de faire le commerce. Ce seul fait suffit à nous prouver le nombre des abus qui avaient dû se produire. Pour provoquer de la part des patrons une pareille mesure, il fallait que les abus fussent devenus par trop grossiers.

Cette forme de truck était encore fréquente dans le Borinage, dans le centre et dans le bassin de Charleroi.

5° L'ouvrier est payé par un intermédiaire, chef de trait, chef de bande, courtier, sous-entrepreneur. Ce

dernier tient un cabaret où l'ouvrier est obligé de consommer.

Cette dernière forme de truck est celle qui est aujourd'hui la plus fréquente. C'est ainsi que tous les ouvriers du dock à Gand sont des ivrognes, parce que tous les entrepreneurs sont en même temps aubergistes. L'ouvrier est tenu de consommer, avant d'obtenir de l'ouvrage.

Telles sont les formes variées de ce que l'on a appelé le truck système.

Il faut nous demander maintenant, quelle influence il exerce sur la condition morale et intellectuelle de l'ouvrier.

§ III

Même lorsqu'il s'effectue dans des conditions de parfaite loyauté, et sans prélèvement d'un profit exagéré, le paiement du salaire en nature a toujours pour conséquence de vicier le pacte de travail, en rendant moins appréciable la valeur de la rémunération

Il déguise à l'ouvrier la valeur exacte de son salaire. Comment l'ouvrier va-t-il faire pour établir un budget exact de ses recettes et de ses dépenses? Avec un pareil mode de paiement, cela lui sera tout-à-fait impossible. Il va être contraint à être ou à devenir imprévoyant. Et cela lui sera d'autant plus facile, que la boutique du patron lui donne des facilités extrêmes pour acheter à crédit. Il va vivre au jour le jour.

Comme il ne se fait pas une idée exacte de la valeur de son salaire, qu'il croit gagner plus qu'il ne gagne en réalité, il ne cherche pas à améliorer son sort. Si une baisse des denrées alimentaires se produit, il n'en profitera pas le plus souvent, puisqu'il est obligé d'acheter à la boutique du patron. Le patron seul gagnera sur cette baisse des prix. Touchant si peu en argent, l'épargne lui sera interdite.

Il est livré au patron qui le volera si cela lui plait, qui comme l'enquête l'a révélé, poussera parfois l'odieux jusqu'à lui racheter à bas prix des marchandises qu'il vient de vendre au-dessus de leur valeur.

Il peut même arriver ceci : que le patron ne réalise plus directement aucun profit sur son industrie principale, et qu'il tire son bénéfice uniquement de la boutique jointe à l'atelier.

Les fabricants de tresses de paille de Glons avaient tous des boutiques où leurs ouvriers étaient tenus de s'approvisionner. Ils déclarèrent que leur industrie serait perdue, si on les contraignait à supprimer leurs boutiques.

L'ouvrier est donc trompé sur la valeur réelle de son gain, et peut être le maître lui-même sur les conditions où il exerce son industrie.

Car si les conditions où s'exerce l'industrie deviennent plus mauvaises, et nécessitent une baisse du salaire, quel ne sera pas l'avantage pour le patron boutiquier ? Il lui suffira de diminuer un peu la qualité, et d'augmenter un peu les prix sans toucher à la valeur nominale de la rémunération.

Avec un pareil système, que devient la liberté de l'ouvrier ?

Ce fut au nom de cette liberté, que M. Morisseaux vint demander aux membres de la commission d'admettre, que dans tout contrat de travail, le salaire devait être toujours présumé payable en monnaie courante.

Tout contrat prévoyant un autre mode de paiement devait être nul et sans valeur.

Le projet du rapporteur posait l'interdiction de

payer les salaires dans les cabarets, débits de boissons, magasins et boutiques, ainsi que dans les bureaux ou autres dépendances. De plus, tout contrat conclu entre un patron et son ouvrier, faisant allusion directement ou indirectement à la manière dont le salaire devait être dépensé, était nul et sans valeur.

Le projet de loi punissait les infractions d'une amende dont le maximum ne devait pas dépasser 500 francs. Au cas de récidive, l'amende était portée au double. A la troisième infraction, le maximum de l'amende s'élevait à 2000 francs et aux frais. Les amendes étaient toutes recouvrables par voies de saisies.

Mais ces dispositions ne s'appliquaient qu'à l'industrie proprement dite, et ne concernaient pas les ouvriers employés à la culture du sol, ni les servantes et domestiques de ferme, ni de ménage.

Certains articles du projet concernaient la périodicité des jours de paie.

Plus les jours de paie sont espacés, plus l'ouvrier est tenté de recourir au crédit, et par conséquent à la boutique du patron. Il ne fallait donc pas que les paiements fussent trop espacés, car la plupart des ouvriers vivant au jour le jour n'ont pas souvent devant eux

la somme nécessaire, pour leur permettre d'attendre un paiement à longue échéance.

M. Morisséaux ne voulait pas le paiement du travail tous les huit jours, mais toutes les quinzaines.

Dans le projet de loi qu'il soumit aux membres de la commission, son article était ainsi conçu : « Le patron est tenu de payer au moins deux fois par mois à 14, 15 ou 16 jours d'intervalle, les ouvriers dont le salaire ne dépasse pas 7 francs par jours ».

Il ne fallait pas non plus que les paiements fussent trop rapprochés, car l'ouvrier comptant sur un salaire prochain, est alors plus tenté d'aller dépenser l'argent qu'il vient de toucher, soit au cabaret, soit dans tout autre mauvais lieu. M. Briart, ingénieur en chef des charbonnages de Mariemont, fit remarquer avec raison que les jours de paie étaient toujours suivis de nombreux chômages.

Le paiement par quinzaine était en effet celui qui paraissait le plus commode pour le but qu'on voulait atteindre. Mais le paiement intégral du salaire tous les 15 jours présente néanmoins des difficultés dans certaines industries où ce paiement ne se fait d'ordinaire que tous les mois, aussi la section fut-elle d'avis que le premier paiement pourrait se faire par un

à-compte d'au moins 75 0/0 du salaire présumé. « Le patron est tenu de payer ses ouvriers, au moins deux fois par mois, à 10, 15 ou 16 jours d'intervalle. — Toutefois, le premier paiement pourra se faire sous forme d'à-compte représentant au minimum 75 0/0 du salaire présumé de la première quinzaine ». La section, comme on le voit par l'article ci-dessus, n'avait pas cru devoir maintenir le maximum de 7 fr. proposé par M. Morisseaux.

L'article 4 du projet de loi de M. Morisseaux portait : que l'action du patron en remboursement de marchandises fournies à l'ouvrier dans un magasin appartenant au patron, ou dans un magasin où le patron était intéressé directement ou indirectement, ne serait point recevable. La section fut unanime pour supprimer cette disposition. Elle a pensé qu'en inscrivant cette disposition dans la loi, on encourageait une sorte d'immoralité chez l'ouvrier. Celui-ci, en effet, pourrait accepter des marchandises en paiement de son salaire pendant un assez long temps, et sans protester ; ensuite réclamer le paiement en espèce de son travail, ce qui constituait une rémunération double.

A cette modification près, la section adopta le projet de loi.

CHAPITRE III

§ I

En matière de législation du travail, il ne peut y avoir de loi efficace, s'il n'y pas d'inspection. Nos lois françaises sont restées à peu près lettres mortes jusqu'en 1874, faute d'inspection spéciale. La commission du travail de 1886, s'était-elle occupée d'organiser une inspection sérieuse ? Malheureusement nous ne pouvons répondre que non. Ce fut sur ce point, que les travaux de la commission furent les plus faibles et les plus incomplets. Comme toutes les législations à leur début, la future loi belge semblait réserver à ce sujet, une grande tâche au gouvernement. Ce qui entravait l'inspection, c'était la charge énorme que les traitements d'inspecteurs spéciaux faisaient peser sur le trésor. Aussi le rapporteur auprès de la commission ne parlait pas d'inspection spéciale. Il voulait confier

l'inspection à un personnel administratif déjà existant. Si nous nous souvenons du projet de loi élaboré à la suite de l'enquête de 1843, nous pouvons dire que les membres de la commission du 15 septembre 1845 avaient été plus prévoyants que ceux de 1886. L'exemple tout récent de la France leur avait ouvert les yeux, et les avait guidés dans la bonne voie. Le projet de 1845 organisait une inspection spéciale (1). En 1886, on reculait devant une dépense budgétaire.

Ne voulant pas créer de nouveaux fonctionnaires, M. Arnold de Roodenbeke proposait de confier l'inspection au corps des ponts et chaussées, ou au personnel de la division de statistique qui avait été créée récemment par le ministre de l'industrie et des travaux publics. Ce personnel se recrutait parmi les ingénieurs ayant une pratique industrielle déjà assez ancienne.

Pour les mines, l'inspection devait appartenir à l'administration des mines. Mais le rapporteur, à proprement parler, divisait en deux l'inspection. Il distinguait entre la grande industrie et la petite industrie. Pour la grande industrie, le personnel soit des ponts

(1) Voir 1^{re} partie l'enquête de 1843 page 36 et s.

et chaussées, soit de la division de statistique serait chargé seul de l'inspection ; pour la petite industrie, M. Roodenbeke estimait, que l'intervention de la police locale, dont les attributions seraient étendues, suffirait à réprimer tout abus grave.

Il est manifeste, qu'une inspection ainsi organisée, ne pouvait être sérieuse. On allait avec un pareil système renouveler ce qui s'était passé en 1802 en Angleterre. Les juges de paix, dont plusieurs pouvaient être des industriels, allaient être eux-mêmes les juges de leurs propres contraventions. La police locale ne pouvait être qu'insoucieuse et insuffisante, surtout si l'on songe, que c'est dans la petite industrie que les abus sont généralement les plus fréquents et les plus graves.

Quels pouvoirs donnerait-on aux inspecteurs ? Ils auront l'entrée de toutes les mines, usines et manufactures ; ils pourront se faire présenter les registres et les livrets, les règlements intérieurs, les feuilles de présence aux écoles. Ils dresseront des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve contraire. Il y aura une double expédition des procès-verbaux, l'une envoyée au gouverneur de la province, l'autre au parquet. S'il y a eu une cause d'insalubrité, ils prendront

l'avis de la commission sanitaire locale et le consigneront dans un procès-verbal.

La commission accepta la proposition de M. Rodenbeke relative à l'administration des mines, au corps des ponts-et-chaussées, et au personnel de la division de statistique. Elle ajouta dans ses conclusions, qu'il appartiendrait au gouvernement de choisir sous ce rapport, ce qui conviendrait le mieux au besoin du service.

Un membre de la commission, M. Montefiore-Levi, prévoyant qu'une telle organisation ne pouvait être efficace, voulut y apporter indirectement un remède. Il proposa de créer une commission permanente de surveillance de l'industrie.

Le but de cette institution était de se rendre compte, partout, des conditions dans lesquelles s'opérait le travail, de surveiller l'exécution des lois et règlements relatifs à l'industrie, ainsi que les conventions particulières à chaque usine, d'intervenir, en usant de son autorité morale, pour faire respecter ces lois et règlements, et pour faire accepter dans certains cas, les solutions les plus équitables. L'action de cette commission devait s'exercer par l'entremise d'un certain nombre d'inspecteurs, fonctionnaires rétribués, qui

seraient chargés de la surveillance chacun dans un certain district. Ces inspecteurs seraient recrutés dans le corps des mines comprenant des ingénieurs les plus distingués, ayant des connaissances industrielles très étendues, et présentant de grandes garanties d'activité et d'impartialité. Ceux-ci seraient nommés par le ministre, et leurs fonctions seraient rétribuées.

La composition de cette commission se recruterait de membres pris pour un tiers, parmi les membres de la législature qui n'exerceraient pas effectivement une industrie, et pour un tiers, parmi les ouvriers exerçant effectivement un métier.

Un arrêté royal nommerait tous les membres de cette commission pour un terme de 3 ans.

La commission devait élire un bureau chargé d'exercer ses pouvoirs d'une manière permanente.

Quel serait le mode d'action de cette commission ?

On lit dans le projet de loi de M. Montefiore-Levi :
« Elle usera de son autorité morale pour assurer l'exécution des lois et règlements relatifs à l'industrie. Dans le cas où cette intervention serait inefficace, elle signalera à l'autorité compétente les faits qui lui paraîtraient nécessiter l'intervention des pouvoirs publics. »

Cet article donna lieu à une première discussion parmi les membres de la deuxième section.

La section vit, dans la mission confiée à cette commission de signaler les infractions à l'autorité compétente, un empiètement sur les attributions du gouvernement à qui seul devait appartenir le pouvoir exécutif. La section modifia cette disposition ; elle décida que la commission de surveillance pourrait signaler au ministre compétent les faits qu'elle jugerait devoir dénoncer, mais qu'il appartiendrait au pouvoir exécutif seul de statuer sur les mesures à prendre.

La commission pourrait entendre tous ceux, patrons et ouvriers, qui en feraient la demande, elle pourrait même déléguer partie de ses membres pour procéder à des enquêtes locales. Elle adresserait chaque année au ministre compétent un rapport sur les travaux, signalant les déficiences, les améliorations à apporter. Ce rapport serait communiqué aux chambres législatives. Les réunions de la commission se tiendraient à Bruxelles au moins une fois par trimestre, et plus, si elle le jugeait à propos.

Telle était la proposition de M. Montefiore-Levi. Elle fut discutée en séance plénière le 12 février 1887.

La commission ne crut pas devoir adopter le projet.

M. Jousens prétendit que le but de la Commission, proposée par M. Montefiore, était de surveiller l'application des lois et règlements relatifs à l'industrie, que cette surveillance rentrait directement dans les attributions du gouvernement, et qu'on ne pouvait prévoir que le gouvernement ne ferait pas son devoir.

M. de Bruyn objecta que cette Commission provoquerait des enquêtes séparées qui auraient trop l'air de descentes de police. « Il y aurait, dit-il, comme une sorte de parquet descendant dans les localités pour y prendre des informations contre les industriels. » Mais M. de Bruyn, comme son collègue M. Montefiore Levi, prévoyait que la tâche laissée au gouvernement était trop grande pour qu'elle fut remplie avec soin, aussi proposait-il un autre système.

Pour fortifier l'action des inspecteurs, il voulait placer près d'eux un organe assez semblable aux Commissions de surveillance qui furent établies en France quelques années après le vote de la loi de 1841, M. de Bruyn avait recours dans son projet au Conseil supérieur du commerce et de l'industrie.

Ce conseil avait fonctionné en Belgique jusqu'en 1864 ; après cette date il n'avait plus été réuni. Il était

élu par les associations libres, créées pour la défense des intérêts industriels et commerciaux.

M. de Bruyn voulait le rétablissement de cette institution, qui selon lui, paraissait présenter des garanties suffisantes d'impartialité.

On était donc en présence de deux systèmes, celui de M. Montefiore qui consistait dans la création d'une commission permanente de surveillance de l'industrie, et celui de M. de Bruyn qui aurait voulu une inspection de l'industrie par des fonctionnaires nommés par le ministre compétent.

Le système de M. Montefiore mis aux voix fut repoussé.

La proposition de M. Roodenbeke seule subsistait. C'était donc au gouvernement qu'il allait appartenir d'organiser l'inspection.

§ II

Un point sur lequel la Commission du travail reconnaissait qu'il fallait aller hardiment vers de promptes réformes, était celui relatif à la salubrité et

à la sécurité des ateliers. L'enquête avait montré à ce sujet, que les ateliers étaient plus ou moins malsains, que l'aérage et la ventilation n'existaient pour ainsi dire pas, qu'on ne faisait rien pour combattre les mauvaises odeurs et les poussières, que les patrons négligeaient complètement de prendre des mesures pour parer aux accidents.

Aussi le rapporteur estimait que la nouvelle loi devait s'occuper, avec soin, des précautions à prendre, pour sauvegarder autant que possible la vie et la santé des ouvriers. Deux points devaient particulièrement attirer l'attention du législateur :

1° Tout ce qui concernait l'éclairage et la ventilation des ateliers ;

2° L'entourage des parties de machines et de courroies de transmission offrant quelque danger.

Dans un rapport fait par les tisserands à la Commission d'enquête, ceux-ci demandaient qu'une commission élue par les ouvriers, et rétribuée par l'Etat, vint s'assurer de la salubrité et de la sécurité des ateliers.

Cette commission, disait le rapport, serait aussi chargée du contrôle sanitaire des logements ouvriers qui sont pour la plupart de véritables taudis. « Il y a de nombreuses familles où le père, la mère, les enfants

doivent coucher tous ensemble dans une misérable chambre qui sert encore de cuisine. »

Avant 1886, des commissions avaient bien été organisées pour surveiller l'état sanitaire des ateliers, mais elles n'avaient pas fonctionné.

D'après M. Roodenbeke, il fallait complètement les réorganiser, et y introduire, dans l'intérêt même de la responsabilité des chefs d'industrie, un élément ouvrier.

Une semblable Commission existe en Espagne depuis la loi du 24 juillet 1873. Elle est composée d'ouvriers, de fabricants, d'instituteurs, de médecins. C'est elle qui est chargée de veiller à l'exécution de la loi.

Le rapporteur de 1886 aurait voulu qu'on désignât deux délégués ouvriers parmi le personnel de chaque établissement. Ces deux délégués assisteraient à la visite de la Commission ; de cette manière on éviterait de froisser la susceptibilité des industriels, qui pourraient voir de très mauvais œil, la présence dans leurs ateliers, d'ouvriers appartenant à d'autres établissements, parfois concurrents.

De plus, il voulait voir réformer la loi administrative sur les établissements dangereux et insalubres, interdire certains travaux malsains aux femmes d'une

manière absolue, et même édicter certaines mesures protectrices pour les adultes, dans les industries dangereuses, comme celles des allumettes chimiques et de la céruse.

La section dans ses conclusions adopta toutes les réformes émises par le rapporteur.

§ III

La Commission d'enquête après deux ans de travail se sépara, laissant derrière elle un monument à ériger : c'était la loi. Elle avait préparé le chemin au gouvernement, celui-ci n'avait plus qu'à agir.

Dans son discours d'ouverture, prononcé en séance plénière le 28 avril 1886, M. le Chevalier de Moreau avait dit : « Le travail des femmes, le travail des enfants, le repos hebdomadaire, des mesures de précaution en matière d'hygiène et d'accidents, voilà les points concernant le régime du travail qui s'imposent à l'examen de la Commission. »

La Commission avait scrupuleusement accompli sa

tâche ; elle s'était occupée d'un grand nombre d'autres points, que nous nous bornons à énumérer, ne rentrant pas dans le cadre de notre sujet. C'est ainsi que ses travaux avaient porté sur les habitations ouvrières, sur les caisses d'épargne, sur les moyens de combattre l'alcoolisme, sur les écoles professionnelles, sur le service militaire, sur les sociétés de secours mutuels, sur les conseils de prud'hommes, sur les caisses de secours de prévoyance et de retraite, sur les écoles ménagères, etc.

Que ressortait-il de ces travaux sur le régime du travail ?

Tout en constatant qu'il fallait apporter un remède aux maux que l'enquête avait dévoilés, la commission nous semble avoir vu une atteinte condamnable à la liberté du travail, dans toute mesure limitative ou régulatrice. Et cette considération a, croyons-nous, pesé d'un grand poids sur ses résolutions. A part l'exclusion des femmes du travail souterrain, elle n'a pas voulu entendre parler ni de la limitation de la journée de travail pour les femmes, ni de la limitation de la journée des adultes. La commission de 1843 n'avait pas gardé la même réserve que celle de 1886 ; elle avait fixé à 12 h. 1/2 la journée des adultes. Malgré

les paroles éloquentes de M. Denis, qui vint dire dans la séance du 30 octobre 1886, qu'il ne s'agissait pas de s'immiscer dans les conditions du travail, mais d'empêcher qu'il ne fut fait abus des forces du travailleur, et que sa vie physique, intellectuelle et morale ne fut compromise ; qu'il n'était pas question d'atteinte à la liberté du travail, mais au contraire de développer les conditions d'une plus grande liberté pour les travailleurs, la commission n'a jamais voulu rejeter complètement l'axiôme de la liberté du travail.

Malgré tout, son œuvre devait porter ses fruits. La loi du 13 décembre 1889 allait éclore de ses travaux.

TROISIÈME PARTIE

La Loi du 13 décembre 1889. Les arrêtés et lois qui la complètent et leurs résultats

CHAPITRE PREMIER

§ I

Dans la séance du 17 juin 1887, M. Devolder ministre de la justice, déposa, sur le bureau de la chambre des représentants, un projet de loi portant réglementation du travail des enfants dans les établissements industriels. Ce projet fut suivi d'un autre projet élaboré par la section centrale ; ce second projet fut discuté dans les séances du 26 juillet au 9 août 1889. Remanié par la Chambre, le Sénat adoptait le projet de loi, le 20 novembre 1889. Le 12 décembre de la même année, la loi était promulguée. C'était la première en matière de législation du travail. Elle fut

adoptée par une importante majorité dans les deux Chambres, mais, hâtons-nous de dire, qu'elle ne dut son succès qu'à son extrême réserve.

La loi ne s'occupait que des adolescents et des filles mineures ; elle ne s'occupait pas des ouvriers adultes et presque pas des femmes adultes. La Belgique, malheureusement trop fidèle à ses principes, n'avait pas voulu rejeter complètement l'axiôme de la liberté du travail.

On peut dire cependant, que l'idée de la protection des enfants contre le travail excessif et dangereux n'avait pas rencontré de sérieuses oppositions. On avait plutôt discuté sur ce point des questions d'application, d'opportunité et de mesure.

Le projet primitif du gouvernement permettait d'employer des enfants de 10 ans pendant 6 heures par jour, mais à titre exceptionnel seulement. Le second projet, élaboré par la section centrale, n'avait pas reproduit cette disposition ; il fixait l'âge d'admission de l'enfant à 12 ans. C'est à cette limite de 12 ans que la loi s'est arrêtée (1).

(1) Voir chambre des représentants, session 1886-1887, documents parlementaires. Exposé des motifs et texte du projet de loi, séance du 17 juin 1887, p. 203-206.

Mais, si la loi n'a pas voulu réglementer le travail des adultes, jusqu'à quel âge va-t-elle protéger l'adolescent ? Ici, elle a fait une distinction, entre les jeunes garçons et les filles. Elle a accordé sa protection aux jeunes gens jusqu'à 16 ans, et aux jeunes filles jusqu'à 21. Au-delà de ces âges, s'arrête toute protection légale. C'est ce qu'on a appelé la majorité industrielle.

Les garçons jusqu'à 16 ans, et les filles jusqu'à 21 ne peuvent, aux termes de la loi, être employés au travail plus de 12 heures par jour.

La Chambre, sur ce point, n'a pas voulu accepter le projet du gouvernement qui limitait à 10 heures et demie par jour le travail des enfants de 12 à 18 ans.

La loi interdit le travail de nuit aux enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux filles et aux femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21. Par travail de nuit, la loi comprend le travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Mais il y a trois exceptions à cette règle :

Première exception. — La loi permet d'employer des adolescents âgés de plus de 14 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21, après 9 heures du soir et avant 5 heures

du matin, quand les travaux ne peuvent être interrompus ou retardés, ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées. C'est au roi qu'il appartient de donner l'autorisation.

Cet article relatif, au travail de nuit, a été fort combattu pour les industries à feu continu, et pour toutes celles qui ont coutume de travailler la nuit.

Cette première exception, même, n'a pas satisfait les industriels. L'article équivalait en effet pour ces industries à reculer l'âge d'admission à 14 ans, et encore moyennant autorisation. Les verriers, en particulier, déclaraient impossible le recrutement des ouvriers, si on ne pouvait admettre des gamins apprentis, dès l'âge de 12 ans. M. de Macar vint dire dans la séance du 31 juillet 1889 (1). « Il n'y a pas de verrerie sans gamin. Le gamin c'est le verrier de demain, et il n'y aura pas d'autre verrier que lui. Le four en fusion ne peut être arrêté sans faire disparaître toutes chances de bénéfices. Le travail de nuit est ici absolument obligatoire : les brigades se succèdent et travaillent alternativement de jour et de nuit.... Il est certain

(1) Session 1888-1889. Documents Parlementaires, séance du 31 juillet 1889, p. 1761-1771.

métier dont l'apprentissage doit commencer à un très jeune âge, et celui de verrier est dans ce cas... »

La Chambre n'a pas tenu compte de ces réclamations. Elle a cependant accordé une faveur à cette industrie, en décidant que l'application de la loi serait, exceptionnellement pour les verriers, ajournée à un an.

Deuxième exception. — Elle concerne les mines. Le travail de nuit peut être permis à certaines catégories de travailleurs âgés de plus de 14 ans. De plus, des enfants masculins, âgés de plus de 12 ans accomplis, peuvent travailler dans les mines à partir de 4 heures du matin. C'est au roi qu'il appartient de donner l'autorisation.

Cette exception a été introduite dans la loi, parce que dans un grand nombre de charbonnages du Hainaut, le travail de jour commence avant 5 heures du matin. Sans cette exception, on aurait empêché un grand nombre de jeunes gens de prendre part à ce travail. M. de Bruyn fit remarquer que si les postes descendaient à 4 heures du matin, ils remontaient à deux heures de relevée, que sans doute on prenait une heure sur le sommeil des enfants, mais que par contre on les rendait à la lumière du soleil une heure plus tôt, et qu'on leur permettait de cette façon d'aller à

l'école (1). Ces raisons décidèrent la Chambre à admettre l'exception.

Troisième exception. — Elle peut avoir lieu au cas de chômage résultant de force majeure, ou dans des circonstances exceptionnelles. C'est aux gouverneurs, qu'il appartient d'accorder l'autorisation sur le rapport de l'inspecteur compétent. Mais ici, l'autorisation ne peut être accordée que pour deux mois, et doit être approuvée par le ministre dans les 10 jours de sa date, sous peine de ne plus être valable. L'autorisation peut être renouvelée, mais à la condition que l'inspecteur compétent ait donné son avis.

La loi établit le repos hebdomadaire. Elle impose ce repos aux adolescents de moins de 16 ans, aux filles et aux femmes âgées de moins de 21 ans. Mais la disposition est gravement atténuée par les exceptions qu'elle comprend.

La première exception est relative aux travaux qui par leur nature ne souffrent ni interruption ni retard. Dans ce cas, le roi peut autoriser l'emploi des enfants de plus de 14 ans, ainsi que des femmes ou filles âgées

(1) Voir Documents Parlementaires, séance du 5 août, p. 1823 1829. Session 1888-89.

de moins de 21 ans pendant les 7 jours de la semaine. De plus, l'autorisation peut être donnée, soit conditionnellement, soit pour un certain temps, soit même continuellement.

Cette exception a été introduite dans la loi principalement pour les usines à feu continu.

La deuxième exception prévoit le cas de force majeure. Mais l'âge de l'enfant est ici abaissé à 12 ans. Tout enfant d'au moins 12 ans peut donc travailler les 7 jours de la semaine, tandis que dans la première exception, tout enfant qui n'a pas 14 ans ne peut avoir cette faculté. C'est aux gouverneurs, aux inspecteurs ou aux bourgmestres qu'il appartient de donner l'autorisation, et cela pour toutes les industries. Mais, quand il s'agira des femmes ou des filles âgées de plus de 16 ans et de moins de 21, l'autorisation ne pourra excéder 6 semaines, et devra émaner du ministre sur le rapport d'un inspecteur.

Comme on le voit, la loi ne fixe aucun jour pour le repos hebdomadaire ; elle se contente de dire : les enfants et adolescents..., etc..., ne peuvent travailler plus de 6 jours par semaine.

Le projet du gouvernement avait été plus hardi que

la loi, il avait parlé du repos du dimanche (1). Il avait voulu interdire le travail du dimanche aux adolescents de moins de 18 ans, sans distinction de sexe. Un député était même venu à la tribune demander que le repos dominical fut étendu aux femmes de moins de 21 ans. La Chambre n'a jamais voulu entendre parler du repos du dimanche ; invoquant l'article 15 de la constitution belge, elle a trouvé que c'était aller déjà bien loin, que d'admettre le repos hebdomadaire. Il semble qu'elle n'accepte qu'avec regret, cette formule : Nul ne peut être contraint de travailler plus de 6 jours par semaine. M. Saintelette, parlant du repos hebdomadaire, vint dire que c'était déjà aller fort loin que de l'introduire dans une loi. « Cette question est de celles dont les lois et les règlements de police n'ont pas à se préoccuper, parce que la constitution a parlé, et qu'il n'y a pas plus à ajouter au texte constitutionnel qu'à en rien retrancher (2). » La majorité de la chambre reconnaissait bien que personne ne pouvait être contraint de travailler les jours

(1) Documents parlementaires. Session 1886-1887. Projet de loi. Séance du 17 juin 1887 p. 203, 206.

(2) Documents Parlementaires. Séance du 1^{er} août 1888 p. 1779-1784 Session 1888-89.

fériés, ni de travailler 7 jours par semaine, mais ce qu'elle ne voulait comprendre, c'est que l'on put poursuivre celui, qui le dimanche avait donné à travailler à des gens qui avaient demandé du travail, et qui consentaient formellement à travailler le dimanche. C'était là, aux yeux de la grande majorité, une disposition tout à fait inconstitutionnelle.

La loi n'impose aux enfants et adolescents aucune obligation scolaire. C'est à notre avis une lacune fort grave. Si la loi a pour mission de veiller au développement physique de l'enfant, en lui interdisant le travail industriel jusqu'à un certain âge, ne doit-elle pas veiller encore à son développement intellectuel, et à son éducation morale. La commission du travail l'avait bien compris ; aussi avait-elle formulé une prescription à cet égard dans l'article 2 de son avant-projet. « Si un enfant ne peut justifier par un certificat délivré par un instituteur ou un inspecteur primaire et visé par le bourgmestre, qu'il possède l'instruction primaire élémentaire, sa journée jusqu'à l'âge de 14 ans devra être réglée de manière à lui permettre de suivre les cours du matin ou du soir d'une école primaire » (1).

(1) Voir le rapport du baron Arnold t'kint de Roodenleke,

Le gouvernement dans son projet n'avait pas reproduit cette disposition. Dans la discussion générale de la loi, cette question fut cependant soulevée. Un membre du Parlement vint demander de rendre l'instruction obligatoire jusqu'à 12 ans. Qu'allaient devenir les enfants auxquels on interdisait tout travail avant l'âge de 12 ans, et que les parents pour se rendre au travail étaient forcés d'abandonner à la maison. Les laisserait-on seuls, exposés à tous les dangers de l'oisiveté ?

Toutes ces raisons n'émurent pas la Chambre et aucune disposition législative ne vint imposer l'obligation scolaire.

§ II

Si, l'idée de la protection des enfants contre le travail excessif n'avait pas soulevé, au sein de la Chambre, de sérieuses discussions, la réglementation du tra-

au titre : Rapports et propositions des sections, volume III de la commission du travail, instituée par arrêté royal du 15 avril 1886.

vail des adultes s'était heurtée au contraire à une opposition formidable.

Les projets de la section centrale et du gouvernement réunis (1) avaient réglementé sur 4 points le travail des femmes de tout âge. D'après ces textes :

1° Elles ne devaient pas pouvoir travailler la nuit.

2° Le repos hebdomadaire leur était imposé.

3° Le travail dans les mines, minières et carrières leur était complètement interdit.

4° Elles ne pouvaient reprendre leur travail que quatre semaines après leur accouchement.

Ces quatre propositions soulevèrent à la Chambre de longs et vifs débats.

La troisième proposition surtout fut chaudement discutée. Les partisans de la liberté du travail prétendirent qu'on n'avait pas le droit d'empêcher la femme de pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille, que si on enlevait à la femme sa liberté, si l'on diminuait ses moyens d'existence en réglementant son droit de travailler, il n'y avait plus de raisons pour ne pas réglementer le travail des hommes.

(1) Le projet primitif du gouvernement ne réglementait pas le travail des femmes adultes, sauf en ce qui concernait les mines.

« De quel droit, disaient-ils, voulez-vous empêcher les femmes de faire plus que leur devoir ? Où trouvez-vous le droit d'empêcher une femme qui a le courage de descendre à 700 mètres pour gagner 2 fr. 50 par jour au lieu de 2 francs seulement à la surface, de le faire pour élever ses enfants où les frères et sœurs, alors peut-être que de son travail dépend la subsistance de sa famille ? »

Les partisans de la réglementation du travail des femmes répondirent qu'on ne pouvait oublier, que dans l'état actuel de la législation et des mœurs, la femme se trouvait sans cesse assimilée aux mineurs, et que à ce titre, elle méritait d'une manière toute spéciale la sollicitude du législateur. « La promiscuité de l'homme et de la femme au fond de la fosse, disait Monsieur Kervyn de Lettenhove, est une cause fréquente sinon permanente de démoralisation. C'est assurément un devoir social de veiller à ce que la jeune fille ne soit pas entraînée à une corruption précoce, mais ce n'est pas un moindre devoir social, que de veiller à ce que la femme mariée, la mère de famille ne soit pas livrée, au fond de la fosse, à une honteuse et déplorable promiscuité. Il ne faut rien négliger pour que la famille de l'ouvrier puisse se cons-

tituer dans des conditions de dignité et de moralité⁽¹⁾ ».

Les plus hostiles à toute réglementation soutinrent que cette industrie ne méritait pas une rigueur particulière. Toutefois, la majorité a ratifié l'opinion du gouvernement, considérant le travail des femmes dans les mines comme très préjudiciable. Déjà même, le roi avait cru devoir intervenir par un arrêté du 28 avril 1884 qui interdisait aux filles de descendre dans les mines avant l'âge de 14 ans. Malgré tout, la loi de 1889 ne devait pas, en cette matière, étendre sa protection jusqu'aux femmes majeures. Elle n'interdit, en effet, le travail dans les mines qu'aux femmes âgées de moins de 21 ans.

Le travail de nuit et le repos hebdomadaire soulevèrent encore des protestations énergiques. « Défendre le travail de nuit, dit M. Peltzer, cela se traduirait par la misère pour bien des familles... Pour pouvoir bien résister à la concurrence nous devons user de tous nos moyens... Ce qui constitue la fierté et le point d'honneur de la classe ouvrière, c'est de savoir se tirer d'affaire elle-même : il convient de stimuler ce sentiment, et non de l'amoindrir en lui ôtant une partie

(1) Documents parlementaires. Séance du 3 août, p. 1779-1784. Session, 1888-89.

de sa liberté pour lutter avec les difficultés de la vie ».

Avec de pareils arguments, le projet du gouvernement avait une bien faible chance de réussite. Toutefois, de ces quatre propositions, une devait subsister, c'était la dernière, celle qui était relative au repos des femmes après leur couche. Ici, l'on avait accepté l'idée exprimée deux ans auparavant par M. le Baron Arnold t'Kint de Roodenbeke, que l'Etat avait pour mission de veiller sur le sort des générations futures. Aussi la loi du 13 déc. 1889 dispose-t-elle qu'aucune femme ne peut être admise au travail qu'après les 4 semaines qui suivent l'accouchement. C'est la seule disposition de la loi concernant les femmes adultes. Un député était même venu proposer pour les femmes en couche une indemnité quotidienne égale à leur salaire mise à la charge de l'Etat. Cette proposition d'indemnité n'a pas été accueillie par la Chambre.

§ III

Pour la durée du travail et celle des repos, la loi a pris un système assez particulier. Elle a donné au Roi

le mandat de régler la durée du travail pour les adolescents de moins de 16 ans et les filles mineures, suivant les diverses industries. Mais cette durée du travail ne devra jamais être supérieure à 12 heures ; et celle des repos jamais être inférieure à 1 h. 1/2.

Le Roi peut interdire également l'emploi des personnes protégées à des travaux excédant leurs forces, ou interdire ou n'autoriser qu'à certaines conditions l'emploi de ces personnes protégées dans les industries insalubres. Nous avons vu à propos du travail de nuit et du repos hebdomadaire, que le Roi peut encore déterminer les exceptions en ce qui concerne ces travaux. Mais le Roi, au préalable, doit prendre certains avis : trois avis sont nécessaires.

1° Les avis des Conseils de l'industrie et du travail. Ceux-ci ont été institués par une loi du 16 août 1887, permettant au gouvernement de les établir dans tous les centres où l'utilité en était reconnue et pour les industries qui comportaient une semblable institution. Ces Conseils mettent en présence un nombre égal de patrons et d'ouvriers, et ont pour mission de délibérer sur les intérêts communs des uns et des autres, de prévenir et d'aplanir les différents qui peuvent naître entre eux.

2° L'avis de la députation permanente du conseil provincial. Cette députation peut être comparée à notre commission départementale en France.

3° L'avis du conseil supérieur d'hygiène ou d'un comité technique. En fait, on considère aujourd'hui comme comité technique le conseil supérieur du travail. Ce conseil institué par arrêté royal du 7 avril 1892, est composé de 16 chefs d'industrie, de 16 ouvriers et de 16 économistes. Il donne son avis sur les affaires qui lui sont déférées par le gouvernement. Les ouvriers qui forment le tiers du conseil, sont ainsi mis à même d'exposer librement et publiquement leurs vœux et leurs sentiments sur tous les objets que le ministre de l'industrie et du travail soumet à ce conseil.

De très nombreux arrêtés ont été rendus par le Roi. Pour la durée du travail on trouve une trentaine d'arrêtés royaux. La durée déterminée par ces arrêtés varie selon les industries.

Dans les filatures, le tissage du coton, du lin, du chanvre, la durée est fixée à 11 h. 1/2. Pour la laine, à 11 h. 1/4. On trouve encore les durées de 11 h. 10 h. 1/2, 10 h. 20 m., etc.

La durée maxima générale est de 10 heures. La durée descend à 8 heures pour les adolescents de

moins de 16 ans dans l'industrie du bâtiment en hiver.

Mais les arrêtés distinguent entre les adolescents et les enfants.

Sont enfants ceux qui n'ont pas 13 à 14 ans.

Pour ces enfants, la durée du travail en principe est de 8 heures.

Quant à la durée du travail de nuit, elle ne varie guère qu'entre 10 heures et 10 h. 1/2.

Nous croyons utile d'intercaler ici un tableau de la durée du travail et des repos, pour les principales industries, selon quelle est fixée par les divers arrêtés royaux.

TABLEAU DE LA DURÉE DU TRAVAIL ET DES REPOS

dans les principales industries.

Industries	Personnes protégées	Durée du travail	Durée des repos
(Arrêté royal, 26 décembre 1892). Filature et tissage du lin, coton, chanvre et jute.	Enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans. Femmes et filles âgées de plus de 16 ans et de moins de 21. Enfants de moins de 13 ans.	11 heures $1\frac{1}{2}$ par jour. 6 heures par jour.	3 repos dont la durée totale doit être de 1 heure $1\frac{1}{2}$. A midi le repos doit être de 1 heure. Le repos doit être de $1\frac{1}{4}$ d'heure au moins pour les enfants de moins de 13 ans.
Industries lainières.	Enfants et adolescents de moins de 16 ans. Femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	11 heures $1\frac{1}{4}$ par jour.	Id.
Fabrication du papier. Fabriques de tabac et de cigares.	Adolescents âgés de 14 à 16 ans. Filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21. Enfants âgés de 12 à 14 ans.	10 heures par jour. 6 heures par jour.	3 repos dont la durée totale doit être d'au moins 1 heure $1\frac{1}{2}$. Le repos doit être d'une demi heure pour les enfants de 12 à 14 ans.
Fabrication du sucre.	Adolescents âgés de moins de 16 ans. Filles et femmes âgées de plus de 16 ans.	10 heures $4\frac{3}{4}$ par jour.	3 repos dont la durée totale doit être d'au moins 1 heure $1\frac{1}{2}$.

Mobiliers et industries accessoires du bâtiment.	Enfants et adolescents de moins de 16 ans.	Mois d'octobre, novembre, décembre, janvier, février, mars. 10 heures par jour : Avril, mai, juin, juillet, août, septembre.	3 repos dont la durée totale doit être d'au moins 1 heure 1/2.
Papeterie et Faïence. Produits réfractaires. Industrie de la glacière.	Enfants et adolescents de moins de 16 ans. Filles et femmes de plus de 16 ans et de moins de 21.	10 heures par jour.	3 repos dont la durée totale doit être 1 heure 1/2.
Industrie du bâtiment.	Enfants et adolescents de moins de 16 ans.	8 heures par jour : Novembre, décembre, janvier, février. 10 heures par jour : Pour les autres mois.	1 heure de repos : Novembre, décembre, janvier, février. 1 heure 1/2 de repos : Pour les autres mois.
Laminiers à zinc.	Adolescents âgés de 14 à 16 ans et filles de plus de 16 ans et de moins de 21 ans. Enfants âgés de 12 à 14 ans.	10 heures par jour. 5 heures par jour.	Durée totale, 1 heure 1/2. Le repos principal entre 11 heures et 2 heures ne peut être inférieur à 1 heure. Une demi heure.
Cristallerie et gobletterie.	Enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans, et filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	10 heures 20 minutes par jour.	3 repos. Le premier de 20 minutes dans la matinée. A midi une demi heure. Le troisième à 20 minutes dans l'après-midi.
Grosse et petite construction mécanique.	Adolescents de 14 à 16 ans. Filles et femmes de plus de 16 ans et de moins de 21. Enfants de 12 à 14 ans.	11 heures par jour et dans certains métiers de la petite construction mécanique 10 heures seulement. 10 heures par jour.	La durée totale doit être d'une heure pour les enfants de 12 à 14 ans. L'arrêté royal ne dispose rien quand au repos pour le travail des personnes âgées de plus de 14 ans.

Tableau de la durée du Travail et des Repos (suite)

Industries	Personnes protégées	Durée du travail	Durée des repos
Briqueteries et tuileries à la main. (Arrêté du 22 septembre 1896).	Enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans. Filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	12 heures par jour.	Un repos de 1 1/4 d'heure au moins est obligatoire après toute période de travail de 4 heures.
Industrie du verre à vitre (Fours à bassin, étenderies et fours à pots). (Arrêté 31 déc. 1892)	Adolescents et enfants âgés de moins de 16 ans, et filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	10 heures 1/2.	1 heure 1/2. Si la durée du travail est inférieure à 10 heures 1/2, la durée totale des repos peut être réduite proportionnellement.
Fabrication du coke.	»	»	»
<i>Travail de Jour</i>	Filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	11 heures par jour. Descente et remonte comprise. 10 heures 1/2 par jour.	La durée totale né sera pas inférieure à 1/8 de celle du séjour dans les travaux.
Mines Minières et Industries connexes.	Enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans.	Descente et remonte comprise, sauf pour l'année 1893 pendant laquelle par mesure transitoire la durée pourra être prolongée d'une demie heure.	
L'arrêté distingue entre les travaux souterrains et les travaux à la surface. (Arrêté du 15 mars 1893)	Adolescents âgés de moins de 16 ans. Filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	10 heures 1/2.	Durée totale : 1 heure 1/2.

Travail de Nuit				
Mines Minières et Industries connexes.	Travaux souterrains	Adolescents masculins âgés de plus de 14 ans et de moins de 16 ans.	10 heures par jour. Descente et remonte comprise.	La durée totale ne sera pas inférieure à 1/3 de celle du séjour dans les travaux.
		Filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	10 heures 1/2. (Pour le service des lampisteries seulement.)	
Industries accessoires du vêtement. Arrêté du 26 déc. 1892	1 ^{re} catégorie	Enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans. Filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21.	11 heures par jour.	3 repos dont la durée totale ne peut être inférieure à 1 heure 1/2.
		id.	10 heures par jour.	Durée totale : 1 heure.
	2 ^e catégorie			

§ VI

Dans quels établissements la loi du 13 décembre 1889 est-elle applicable ?

La loi s'applique :

- 1° Dans les mines, minières, carrières, chantiers.
- 2° Dans les usines, manufactures, fabriques.
- 3° Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres, incommodes, ainsi que dans ceux où le travail est effectué à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.
- 4° Dans les ports, débarcadères, stations.
- 5° Dans les transports par terre et par eau.

Elle s'applique aux établissements publics, comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Dans le projet du gouvernement, les ateliers figuraient dans la liste des établissements soumis à la loi. La Chambre les a écartés, invoquant que l'inspection des ateliers de la petite industrie serait souvent celle de l'habitation elle-même. La loi ne s'applique donc pas à l'atelier de famille dans lequel ne sont employés

que les membres de la même famille sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur.

Toutefois, il y a deux exceptions à cette règle.

La loi réparait : 1° Quand ces ateliers sont classés comme dangeureux, insalubres ou incommodes.

2° Quand ils emploient des chaudières à vapeur ou des moteurs mécaniques.

D'après l'énumération que la loi fait des établissements qui lui sont soumis, nous pouvons voir qu'il n'y a pas seulement que les ateliers de famille qui soient en dehors de son action.

La loi ne parle en effet ni des dépendances des manufactures et fabriques, ni des locaux où s'accomplit le travail commercial. Pour que la loi leur soit applicable, ils doivent présenter au moins une des conditions énumérées au § 3 de l'art. 1, c'est-à-dire, ou être classés comme établissements dangereux, insalubres, incommodes, ou faire l'emploi de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

Les théâtres sédentaires, étant classés par un arrêté royal du 29 juin 1863, comme établissements dangereux, insalubres et incommodes, sont soumis à la loi de 1889.

Mais en est-il de même pour les théâtres forains et

les cirques ? Non. Ceux-ci tombent sous le coup de la loi du 28 mai 1888, *loi relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes*.

La protection de la loi s'étend ici aux enfants jusqu'à 18 ans. Le projet du gouvernement avait fixé l'âge à 16 ans (1). La Chambre, après un assez long débat, a adopté l'âge de 18 ans proposé par la section centrale.

L'article premier punit d'une amende de 50 à 250 fr. et d'un emprisonnement d'un à 6 mois toute personne, qui même en dehors de toute condition de publicité, ferait exécuter par des mineurs de moins de 18 ans des exercices dangereux, inhumains ou de nature à altérer la santé de ces derniers.

Si le délit est commis par le père, la mère ou le tuteur, la peine est portée au double.

Il résulte de la discussion parlementaire, que les expériences d'hypnotisme et autres qui emprunteraient aux circonstances le caractère des exercices que nous venons de mentionner, tomberaient également sous le coup de la loi (1).

(1) Documents parlementaires. Session, 1886-1887. Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 17 juin 1887, p. 206-207.

(1) Documents parlementaires. Session, 1885-1888, Séance du 22 mars, p. 123-126.

L'article 2 ne vise que certaines catégories de forains : acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou de curiosités, directeurs de cirque. Tous ceux-ci ne peuvent, sans la coopération des parents, exhiber d'une façon quelconque, dans leurs représentations, des mineurs de moins de 18 ans, alors même que ces mineurs n'y rempliraient pas de rôle actif.

Mais, si les parents figurent en même temps que leurs enfants, ces derniers peuvent jouer un rôle dans les représentations à partir de 14 ans accomplis. A cet âge, ils peuvent être employés par leur père ou leur mère si, ceux-ci exercent les professions que l'article énumère.

Il résulte de la discussion à la Chambre des représentants, que l'art. 2 est applicable, sans distinction de local où se donnent les représentations, à tous ceux qui exercent pareilles professions ; mais que par contre, il n'est pas applicable aux représentations théâtrales, dramatiques ou musicales proprement dites, qui auraient un caractère intellectuel et artistique.

Par conséquent, la loi de 1889 cèdera le pas à la loi de 1888 toutes les fois que, dans un théâtre sédentaire, auront lieu des représentations données soit par des

acrobates, soit par des montreurs d'animaux ou de curiosités, soit par des directeurs de cirque, etc...

La loi édicte des peines contre tous ceux qui, soit en livrant ou abandonnant des mineurs de moins de 18 ans, dont ils auraient la charge, soit en embauchant, ou engageant ceux-ci, auraient favorisé le recrutement des professions que nous avons énoncées plus haut.

Toutes les condamnations peuvent entraîner la déchéance de la tutelle pour le tuteur, et la privation pour le père ou la mère des droits que leur confère le code civil, au titre de la puissance paternelle.

L'art. 5, impose l'obligation à tous ceux qui exercent, soit une des professions visées à l'art. 2, soit une profession ambulante quelconque, d'être porteurs de documents constatant l'âge, l'origine et l'identité des mineurs placés sous leur conduite.

L'article 6 prévoit la récidive, et punit d'une peine double celle qui se produirait dans les 5 ans.

Cette loi, qui porte la date du 28 mai 1888, est malheureusement restée lettre-morte jusqu'en 1895, faute d'inspection. Elle n'est guère entrée en vigueur qu'avec l'arrêté royal du 22 octobre 1895, portant réorganisation de l'inspection du travail.

§ V

La loi du 13 décembre 1889 n'organise pas elle-même l'Inspection ? Elle laisse ce soin au gouvernement, se contentant de dire : « Des fonctionnaires désignés par le gouvernement surveilleront l'exécution de la présente loi. »

Mais une inspection existait déjà en Belgique avant la loi de 1889. Elle ne pouvait seulement concerner que les établissements dangereux, insalubres, incommodes.

Les inspecteurs chargés de cette surveillance avaient le droit de s'assurer en tout temps de l'accomplissement des conditions qui réglaient l'exploitation des établissements autorisés. Leur inspection n'avait d'autre objet :

1° Que la police des établissements dangereux insalubres, incommodes, tels qu'ils étaient qualifiés et classés par les arrêtés royaux ;

2° Que l'établissement et l'emploi de machines et de chaudières à vapeur.

Ils étaient investis du droit de surveillance et de visite, mais ils étaient absolument sans pouvoir à

l'effet de constater les infractions aux règlements, aux moyens de procès-verbaux ayant la valeur d'une preuve judiciaire. Ils ne pouvaient rédiger que de simples rapports, et donner avis au Parquet des contraventions qu'ils constataient. Ainsi, ce qu'un commissaire de police, un bourgmestre, un officier de gendarmerie pouvait faire, en qualité d'officier de police judiciaire, pour constater la plus petite ou la plus grave des infractions, les inspecteurs du gouvernement ne le pouvaient pas. Ce droit qui leur manquait vint leur être conféré par la loi du 5 mai 1888.

Cette loi, en leur donnant comme par le passé, l'inspection et la libre entrée des fabriques, usines, ateliers, dépôts et locaux divers, soumis à leur surveillance, les autorisait à dresser, autant que possible séance tenante, des procès-verbaux qui feraient foi jusqu'à preuve contraire.

Quant aux mines, elles restaient soumises à la loi du 20 avril 1810 qui donnait aux officiers des mines le droit de dresser des procès verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Ce système d'inspection fut réorganisé par l'arrêté royal du 22 octobre 1895, qui vint en même temps donner satisfaction à la loi du 13 décembre 1889.

D'après cet arrêté, les ingénieurs des mines sont chargés de surveiller l'exécution de la loi du 13 décembre 1889 dans les mines, minières, carrières, et usines que l'arrêté énumère (1).

Pour les autres industries, un service d'inspection du travail, rattaché à l'office du travail, est organisé.

L'office du travail a été érigé par un arrêté royal du 12 avril 1895. Il a pour mission de recueillir tous les renseignements qui peuvent contribuer à faire améliorer la situation matérielle, intellectuelle et morale des ouvriers. Il concourt à l'étude des mesures législatives nouvelles, et des améliorations à introduire dans la législation existante concernant le travail. Il a dans ses attributions, comme le dit l'arrêté royal du 22 octobre 1895, le service administratif de l'exécution des lois et règlements relatifs au travail et aux travailleurs.

Le service d'inspection, tel qu'il fonctionne actuellement en Belgique, comprend 3 catégories d'inspecteurs.

1° Les inspecteurs du travail à l'administration centrale.

(1) La loi du 11 avril 1897 institue pour les mines des inspecteurs ouvriers.

2° Des inspecteurs proprement dits.

3° Des délégués.

Le ressort d'inspection et la résidence des inspecteurs et des délégués sont fixés par des arrêtés du ministre de l'industrie et du travail. Le ministère de l'industrie et du travail est de date toute récente. Il a été institué par un arrêté royal du 25 mai 1895. On peut dire que sa création a répondu aux plus vifs désirs des ouvriers qui demandaient à avoir dans les conseils de la couronne un représentant spécial de leurs intérêts.

Quels pouvoirs la loi de 1889 confère-t-elle aux inspecteurs ?

Ils ont le droit ;

1° De visiter les établissements industriels soumis à la loi du 13 décembre 1889.

2° De se faire présenter le carnet, délivré gratuitement par l'administration communale, et dont doit être porteur tout enfant au-dessous de 16 ans, et toute fille ou femme âgée de plus de 16 ans et de moins de 21.

Ces carnets doivent indiquer les noms, prénoms, date, lieu de naissance et domicile des ouvriers, ainsi

que les noms et domicile de leur père, mère ou tuteur.

3° De contrôler le registre d'inscription portant les indications énumérées au carnet de l'ouvrier, que doivent tenir les chefs d'industrie, patrons ou gérants.

4° De constater toute infraction commise à la loi, ainsi qu'aux règlements et arrêtés.

5° D'accorder, en cas de force majeure, le travail du septième jour aux enfants et adolescents de moins de 16 ans, aux filles et aux femmes de plus de 16 ans et de moins de 21.

6° De dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être dans les 48 heures remise au contrevenant à peine de nullité.

7° De faire les rapports et les propositions qui leur sont réclamés pour l'application de la loi.

Les inspecteurs du travail à l'administration centrale s'occupent spécialement des industries et des établissements qui leur sont indiqués par le Ministre de l'industrie et du travail.

Ils contrôlent le service d'inspection des inspecteurs et des délégués en province.

Ils donnent leurs avis sur les recours au roi en ma-

tière d'établissements dangereux, insalubres, incommodes, sur les questions de classements qui leur sont soumises par le ministre.

Les inspecteurs de l'administration centrale, et les inspecteurs proprements dits reçoivent un traitement fixe.

Les délégués pour l'inspection du travail ne reçoivent qu'une indemnité de vacation par journée d'inspection.

Pour les inspecteurs du travail résidant en province, le nombre des journées d'inspection doit être de 150 à 200 par an, pour les délégués désignés à titre permanent, de 50 à 100.

En ce qui concerne les inspecteurs du travail à l'administration centrale, le nombre de leurs journées d'inspection est déterminée par le ministre.

Les ingénieurs des mines chargés par l'arrêté royal du 22 octobre 1895 de l'inspection des mines, minières et carrières étaient en nombre trop restreints. Malgré toute leur activité, ils ne parvenaient pas à multiplier leurs visites un nombre de fois suffisant. Il est toutefois certain, que la décroissance constante du risque professionnel, mise en lumière par les statistiques,

était due pour une bonne part à leurs consciencieux efforts, comme le prouve le tableau suivant ;

PÉRIODES	NOMBRE MOYEN d'ouvriers tués annuellement dans les charbonnages de Belgique	
	par 10.000 travailleurs occupés.	pour un million de tonnes de char- bon extrait.
1831 à 1840	31.07	33.88
1841 à 1850	29.74	26.44
1851 à 1860	29.32	24.09
1861 à 1870	26.05	18.90
1871 à 1880	24.50	16.92
1881 à 1890	19.92	11.41
1891 à 1895	17.08	9.82

Mais le caractère particulièrement dangereux de l'industrie houillère, la nécessité de veiller avec un soin rigoureux à la prévention des accidents, la nature spéciale des mesures à prendre en cas de sinistre nécessitaient une inspection fréquente et sérieuse.

Non seulement les ingénieurs avaient à s'occuper de la police des exploitations minières, mais encore

une partie considérable de leur activité était absorbée par le travail de statistique, l'instruction de nombreuses réclamations d'ouvriers, l'inspection prévue par la loi du 13 décembre 1889 sur le travail dans les industries extractives et métallurgiques. Pour remplir cette pénible mission, il n'y avait dans les 264 sièges miniers en exploitation que comprend la Belgique, que 29 ingénieurs de première, deuxième et troisième classe chargés du service actif de l'inspection. C'était véritablement trop peu, surtout si l'on considère que par suite de l'approfondissement des travaux, le nombre relatif des mines à grisou a considérablement augmenté, en même temps que les dégagements normaux ou subits du redoutable gaz deviennent plus abondants, plus fréquents ou plus violents. En outre, les nécessités de la rapide translation d'ouvriers toujours plus nombreux dans les puits, pénétrant toujours plus bas, ainsi que l'augmentation des profondeurs, qui provoque la réduction du nombre des sièges et la concentration des extractions, ont cette conséquence d'exposer beaucoup plus de travailleurs qu'autrefois aux dangers d'un accident général à un même siège. De plus, on peut compter parmi les facteurs dont on aurait pu attendre un accroissement dans le degré

d'intensité des risques, l'afflux notable, dans les charbonnages, d'ouvriers étrangers à l'industrie houillère et dépourvus, par suite, de l'expérience des vétérans de la mine.

Pour toutes ces causes, la loi du 11 avril 1897 vint donner à l'inspection des mines de précieux auxiliaires en instituant des inspecteurs ouvriers. Ceux-ci, en effet, n'allaient-ils pas renforcer la surveillance déjà existante, n'allaient-ils pas contribuer encore à prévenir les accidents miniers ?

Toutefois, cette considération ne suffirait pas, à elle seule, à justifier l'institution nouvelle, puisqu'on arriverait au même résultat en élargissant les cadres du corps des mines. Si la participation à l'inspection d'un élément nouveau paraissait utile, c'est qu'elle comportait la création d'agents locaux, connaissant le district où ils exerceraient, y ayant fait leur apprentissage, y ayant travaillé en qualité de mineurs, au courant donc des particularités des exploitations locales, connus des ouvriers auxquels ils inspireraient confiance, dès lors à même d'obtenir aisément de ceux-ci des renseignements précieux pour l'exercice d'un contrôle efficace, capables enfin, par la communauté des aspirations et du mode d'existence, et pourvu

qu'ils comprissent leur rôle, d'exercer sur ces ouvriers une influence heureuse au point de vue du maintien de l'ordre, de la discipline, de la stricte observance des règlements miniers.

Dès 1879, avait pris naissance l'idée d'adjoindre un élément ouvrier à la surveillance exercée par l'Etat et les patrons. A la suite de plusieurs grandes catastrophes, de nombreuses pétitions émanées de toutes les sociétés de travailleurs du pays furent adressées à la Chambre.

Elles demandaient : 1° des enquêtes sévères sur les causes des sinistres, et 2° de rechercher les moyens préventifs contre de pareils accidents. Les pétitionnaires proposèrent à cet effet l'institution de commissions de surveillance, composées mi-partie d'ouvriers nommés par les intéressés.

Monsieur L. Defuisseaux fit à cette époque à la Chambre des représentants un rapport dans lequel il soutenait les revendications des travailleurs.

Mais la question fut abandonnée, et ne donna lieu à aucun texte législatif.

Ce ne fut qu'à la suite de nouveaux accidents, vers ces dernières années, que la question fut reprise.

M. de Bruyn, ministre du travail, disait en 1894

qu'il n'était pas hostile à l'idée de compléter la surveillance actuelle par l'adjonction d'un élément ouvrier.

Le 1^{er} mars 1895, M. A. Defuisseaux déposait à la Chambre des représentants une proposition de loi instituant des délégués ouvriers désignés par le suffrage universel des mineurs. Le texte fut fortement modifié par la section centrale.

Le gouvernement de son côté avait fait parvenir à la Chambre, le 30 avril 1896, un projet d'après lequel les délégués ouvriers seraient nommés par l'autorité administrative par des candidats, proposés par le conseil de l'industrie et du travail.

On était d'accord au sein du Parlement pour reconnaître qu'une inspection ouvrière s'imposait (1) : M. Carton de Wiart, dans la séance du 9 février 1897, vint dire : « Messieurs, les différents partis qui sont représentés dans cette enceinte semblent tous ralliés au principe de l'inspection ouvrière des mines. Il faut s'en féliciter, car cette unanimité démontre le progrès que les revendications sociales ont réalisé au Parlement ».

(1) Annales Parlementaires. Séance du 9 fév. 1897, p. 549.

Mais les avis étaient partagés sur le point de savoir comment les délégués à la sécurité des mines seraient nommés. Une longue et vive discussion s'engagea à ce sujet au sein de la Chambre, et les débats durèrent du 2 au 26 février 1897.

Les socialistes (1) voulaient que les inspecteurs ouvriers fussent nommés par les ouvriers au suffrage universel.

Les travailleurs n'ont pas généralement confiance dans les inspecteurs d'Etat. C'est ce que disait M. Defuisseaux dans la séance du 2 fév. 1897 : « L'inspection actuelle des mines est insuffisante, et en admettant même qu'il n'y eut pas de ruse de la part des patrons, elle ne produirait aucun effet, parce que les ouvriers, qui sont les seuls témoins, ne peuvent pas et n'osent pas parler aux ingénieurs des mines qui n'ont pas leur confiance ».

L'opinion contraire, émise par M. Nyssens, (2) donnait le choix des délégués au gouvernement sur la présentation des conseils de l'industrie et du travail. Il fallait obtenir du délégué ouvrier l'indépendance

(1) Discours Fléchet, 2 fév. 1897. Chambre des représentants.

(2) Discours Nyssens, 10 févr. 1897. Chambre des représentants.

vis-à-vis des deux parties qui interviennent au contrat de travail, c'est-à-dire, à l'égard des patrons comme à l'égard des ouvriers. Les conseils de l'industrie et du travail paraissaient en effet réaliser ce double but, puisque dans leur sein figurent à égales forces la représentation vraie de l'accord du capital et du travail.

Proposés par ces assemblées, ces inspecteurs ouvriers seront impartiaux, condition essentielle pour qu'ils rendent de réels services. Il faut que le délégué soit, autant que possible, à l'abri du soupçon de partialité. Il importe qu'il ne se fasse pas l'agent de revendications politiques ou même économiques étrangères à sa mission, et qu'il se renferme dans son rôle d'observateur intelligent et de rapporteur consciencieux.

Ce fut l'article premier du projet du gouvernement que la Chambre adopta. Il était ainsi conçu :

« Tous les trois ans, les sections des conseils de l'industrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages proposent au ministre de l'industrie et du travail, conformément aux règles tracées ci-après, des candidats aux emplois de délégués à

l'inspection des travaux souterrains aux mines de houille ».

Le projet de M. Defuisseaux fut écarté devant la protestation des industriels des charbonnages de Liège, et de Charleroi. La proposition mise aux voix avait été repoussée par 86 voix contre 36.

Il faut autant de délégués que de circonscriptions ; il importe donc de voir tout d'abord, quels sont le nombre, l'étendue et les limites de celles-ci, avant d'entrer dans plus de détails.

L'article 2 décide qu'elles seront arrêtées tous les trois ans par le roi. Il y en aura au moins 35 et au plus 45.

Il ne peut donc y avoir en Belgique plus de 45 délégués. L'arrêté royal du 18 novembre 1897 vint délimiter les circonscriptions de délégués à l'inspection des mines.

Les art. 3, 4 et 5 de la loi du 11 avril 1897 règlent la présentation et la nomination des délégués.

« Deux candidats au moins sont proposés pour chaque emploi de délégués à l'inspection des mines.

Le cas échéant, la section compétente du conseil de l'industrie et du travail présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions dans le res-

sort. — Si la circonscription s'étend sur les ressorts de plus d'un conseil, les sections compétentes sont réunies en assemblée plénière, à l'effet de désigner les candidats. (Art. 3).

Les sections compétentes sont convoquées en séance spéciale par le ministre de l'industrie et du travail, aux fins de procéder à la présentation des candidats. L'ordre du jour de la séance ne peut porter sur aucun autre objet (Art. 4).

La présentation de chaque candidat se fait séparément au scrutin secret. Elle n'est valable que pour autant que la moitié au moins des membres de la section ou des sections réunies prennent part au vote, et que le candidat réunisse la majorité absolue des suffrages.

Les membres empêchés de se rendre au scrutin peuvent se faire remplacer par un des membres suppléants de leur section et catégories respectives.

Tous les membres effectifs présents, et les suppléants remplaçant les membres effectifs empêchés, ont le droit de participer au vote (Art. 5).

.....

Quelles sont les conditions que la loi impose pour

pouvoir être valablement présenté à un emploi de délégué à l'inspection des mines ?

1° Etre belge.

2° Etre âgé de 30 ans accomplis.

3° Exercer effectivement, depuis 10 ans au moins, à titre d'ouvrier ou de surveillant, soit dans la circonscription, soit dans les circonscriptions limitrophes, une ou plusieurs des branches du travail souterrain de la mine qui exigent un apprentissage, à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire.

4° Savoir lire et écrire, et connaître les quatre règles de l'arithmétique ;

5° Posséder les notions élémentaires relativement à la lecture des plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateau ou en dressant :

6° Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus par les articles 8 et 41 de la loi organique des conseils de prud'hommes (1) ;

7° N'avoir, depuis cinq ans, encouru aucune con-

(1) L'art. 8 de la loi sur les conseils de prud'hommes prescrit la faillite, la cession de biens à des créanciers. L'art. 41, spécifie, pour qu'il y ait indignité, un quantum de peines qu'il fixe à 6 mois,

damnation pour infraction aux règlements de police sur les mines.

L'âge d'éligibilité peut être réduit à 25 ans, et la durée de l'exercice du métier réduite à cinq ans pour les ouvriers ou surveillants porteurs d'un diplôme de capacité délivré par une école industrielle agréée à cette fin, dans les conditions à déterminer par arrêté royal.

Un arrêté royal du 13 octobre 1897 agréé en ce qui concerne la délivrance de ces diplômes de capacité.

1° Les écoles industrielles subsidiées et inspectées par l'Etat, dont le programme d'étude comprend un cours d'exploitation des mines ;

2° Les écoles libres de mineurs organisées à Seraing par la société Cockerill et par la société de Marchaye.

Lorsque les présentations seront régulièrement faites, nous savons que le ministre portera son choix sur l'un des deux candidats désignés par le conseil. Il a fallu, toutefois, prévoir le cas où les présentations auraient lieu dans les conditions irrégulières ou même n'auraient pas lieu du tout. C'est pourquoi, le ministre aura le droit, en pareille occurrence, de nommer le délégué à l'inspection parmi les ouvriers de la circons-

cription, réunissant les conditions de capacité toujours exigées des candidats.

On voit ici intervenir l'Etat dans le choix des délégués à la sécurité des mines.

Pour que les délégués à l'inspection soient à l'abri du soupçon de partialité, la loi a édicté des incompatibilités. Il ne peuvent être membres ni des conseils de prud'hommes, ni des conseils d'industrie et du travail, ni des conseils provinciaux ou communaux. — Il ne peuvent faire le commerce, et cette interdiction s'étend à leurs femmes et à leurs parents et alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

Les délégués à l'inspection des mines sont nommés pour trois ans.

Le délégué, dont les fonctions n'ont pas été renouvelées, ne peut être valablement présenté à nouveau comme candidat, que s'il a repris le métier de mineur, et l'exerce effectivement depuis un an au moins.

Un ancien inspecteur ouvrier qui n'a pas repris son travail à la mine après la cessation de ses fonctions, ne se présente plus avec assez de compétence, si on n'exige de lui certaines garanties

.

Quelle mission la Loi du 11 avril 1897 confère-t-elle aux délégués à l'inspection des mines ?

D'après l'article 10 de la loi ils ont une triple mission.

1° Examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains des mines ;

2° Concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés ;

3° Signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller ».

Ce qu'il était important d'éviter entre l'inspection exercée par les officiers des mines d'une part, et l'intervention des délégués nouveaux d'autre part, c'était une dualité qui aurait pu devenir la source de conflits fâcheux. L'unité dans le contrôle s'imposait, et si l'indépendance nécessaire était laissée aux délégués quant à leur droit d'investigation et de constatation, il fallait réserver au corps des mines la faculté de donner à ces nouveaux délégués, les instructions, que l'intérêt du service exigeait. Aussi la loi du 11 avril 1897 dispose-t-elle dans son article 10, in fine, que les délégués à l'inspection des mines devront se conformer

aux instructions, que leur donneraient, le cas échéant, les ingénieurs des mines.

L'article 11 prescrit le nombre de visites que chaque délégué doit faire dans les travaux souterrains de sa circonscription. Le chiffre des visites doit être par mois d'au moins 18.

A la sortie des travaux, le délégué ouvrier doit consigner sur son registre spécial fourni par l'Administration des mines et tenu, au siège de l'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers ;

- 1° La date de la visite ;
- 2° Les heures auxquelles la visite a commencé et fini ;
- 3° L'itinéraire suivi ;
- 3° Les faits essentiels observés ;

Le délégué à l'inspection des mines peut exiger un guide pour le parcours souterrain qu'il doit accomplir.

Au cours de sa visite, il a le droit d'enjoindre à son guide de s'écarter momentanément à l'effet de s'entretenir librement avec les ouvriers.

Il peut, sans toutefois les déplacer et sans en lever des copies, prendre connaissance des plans des couches en exploitation et des listes des ouvriers.

Cette inspection est rémunérée. L'art. 16 dispose

il est alloué aux délégués à l'inspection des mines, à charge de l'Etat, une indemnité annuelle et des frais de route à fixer par arrêté royal (1).

Dans quels établissements la loi du 11 avril 1897 est-elle applicable ?

La loi ne s'applique que dans les mines de houille ; toutefois des délégués ouvriers à l'inspection des exploitations souterraines, autres que les mines de houille, peuvent être institués par arrêté royal (Art. 10).

Quelle est la sanction de la loi ?

Elle consiste, en ce qui concerne les délégués ouvriers, dans la révocation de leur emploi, pour manquement grave à leurs devoirs, ou pour absence d'une des conditions prescrites par la présente loi.

(1) L'arrêté royal du 12 décembre 1897 fixe les indemnités annuelles et frais de route des délégués à l'inspection des mines.

Les délégués à l'inspection des mines jouissent d'une indemnité annuelle de 1,800 fr., payable mensuellement par douzième.

Ils reçoivent des indemnités pour frais de route, calculées à raison de 6 centimes par kilomètre.

La somme globale à allouer pour les indemnités relatives aux frais de route est fixé chaque année par le ministre ; elle ne peut dépasser un maximum calculé sur la base de 300 fr. par circonscription.

Des peines judiciaires consistant dans une amende de vingt-six à cinq cents francs et dans un emprisonnement de huit jours à trois mois, seront édictées contre tous ceux qui auront menacé ou essayé de corrompre, soit par de l'argent, soit par des secours ou avantages quelconques, un membre du conseil de l'industrie ou du travail, pour le déterminer à s'abstenir de voter, ou pour influencer son vote.

Les membres du conseil de l'industrie et du travail qui auront accepté les offres ou promesses seront punis des mêmes peines.

Sont punis également des mêmes peines, tous ceux qui auront mis obstacle à l'exercice de la mission des délégués.

.....

En résumé, on a eu recours aux inspecteurs ouvriers parce qu'ils connaissent mieux que les ingénieurs, le siège d'exploitation où ils ont fait leur apprentissage, où ils travaillent depuis leur jeunesse ; parce qu'ils inspirent plus de confiance aux travailleurs dont ils ont été les compagnons ; et enfin, parce que l'expérience qu'ils ont de leur métier leur permet de découvrir mieux et plus rapidement que les inspecteurs ordinaires beaucoup d'abus.

Dans l'exposé des motifs de la loi du 11 avril 1897 (1), on lit : « tout en reconnaissant que l'organisation du service des ingénieurs des mines est réglée de façon à satisfaire largement aux nécessités de la pratique, il faut dire que si la science du technicien est indispensable lorsqu'il y a lieu d'ordonner et de prescrire, par contre, l'expérience du praticien n'est pas à dédaigner, lorsqu'il s'agit de constater, d'observer et de contrôler ».

§ VI.

La loi du 13 déc. 1889 impose aux industriels certaines obligations.

Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus d'avoir un registre d'inscription portant les indications énumérées au carnet de l'ouvrier.

Ils sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, dans un endroit apparent, les dispositions de la loi,

(1) Chambre des représentants. Exposé des motifs, n° 185, 30 avril 1896.

les règlements généraux pris pour son exécution, le règlement d'ordre intérieur de l'établissement (1).

Ils sont tenus de fournir aux inspecteurs les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

La loi édicte ensuite des amendes, à la fois contre les industriels qui auront contrevenu aux dispositions de la loi, et contre les parents qui auront laissé travailler leurs enfants contrairement à la loi.

Les industriels en faute sont punis d'une amende de 26 à 100 fr. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes illégalement employées, sans que la somme puisse excéder 1,000 fr.

La loi punit la récidive qui aurait lieu dans les 12 mois à partir de la condamnation antérieure. La peine est alors portée au double, sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 fr.

La loi punit encore des mêmes peines les chefs d'industrie patrons ou gérants qui auront mis un obstacle à la surveillance organisée en vue du respect de la loi.

(1) Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement doit être déposé au greffe du conseil des Prud'hommes, au secrétariat de l'Industrie et du Travail et au secrétariat de la Commune dont relève l'établissement.

De plus, les chefs d'industrie sont responsables civilement du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

Quant aux parents (père, mère, tuteur), ils sont punis d'une amende de 1 fr. à 25 fr. : et au cas de récidive, l'amende peut être portée au double.

L'action publique est prescrite après une année révolue à compter du jour où l'infraction a été commise.

Les obligations, que nous avons énoncées plus haut, ne sont pas les seules qui soient imposées aux industriels. L'arrêté royal du 21 septembre 1894 vient en ajouter d'autres pour les chefs d'industrie ou gérants qui sont à la tête d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Ceux-ci sont soumis à quatre nouvelles obligations. Ils sont tenus de prendre certaines mesures de propreté, d'aérage, d'éclairage et de précaution.

Le badigeonnage et la peinture des murs devront être régulièrement entretenus.

Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques susceptibles de fournir des liquides qui donneraient lieu à des vapeurs nuisibles, le sol devra être

imperméable, de façon à assurer l'écoulement du liquide.

Le sol et les murs seront soumis deux fois par an à un lavage fait avec une solution désinfectante.

Chaque ouvrier devra disposer d'un espace de dix mètres cubes d'air, et l'air devra être renouvelé au moins toutes les heures.

Aucun ouvrier ne sera autorisé à demeurer dans l'atelier pendant les heures de repos.

L'éclairage de l'atelier devra être suffisant pour que les ouvriers puissent distinguer les machines ou transmission de mouvement avec lesquelles ils peuvent se trouver en contact.

Aucun ouvrier ne pourra être occupé habituellement aux abords d'un volant ou de tout autre engin marchant à grande vitesse.

Enfin, les machines motrices doivent être entourées d'un garde corps, et leur approche devra être interdite à toute personne, autre que les chauffeurs.

Mais là ne se borne pas encore les obligations des industriels. La loi du 15 juin 1896 impose à tous les

chefs d'entreprise, employant plus de 10 ouvriers (1), de faire un règlement d'atelier. On entend par règlement d'atelier, un acte dans lequel les engagements réciproques du patron et de l'ouvrier sont nettement définis, de manière que chacun puisse connaître la nature et la portée de ses devoirs.

La pratique du règlement d'atelier était connue en Belgique avant la loi du 15 juin 1896, mais elle n'était pas générale. Elle se rencontrait assez souvent dans la grande industrie ; dans la petite industrie, elle était beaucoup plus rare, et n'existait pour ainsi dire pas.

La loi du 15 juin 1896 vint généraliser l'usage du règlement écrit en le rendant obligatoire.

D'après la loi, le règlement écrit doit contenir toutes les dispositions essentielles qui sont inhérentes à tout contrat de travail, c'est-à-dire, les heures de travail et de repos, les jours de chômage réguliers, le mode et les époques du paiement des salaires, le mode de comptabilité, de mesurage et de contrôle des diverses catégories de travaux, la nature des pénalités et le taux des amendes, le délai fixé par les parties

(1) Le règlement d'atelier s'applique de nos jours à toute entreprise employant au moins 5 ouvriers. (Arrêté royal du 31 mai 1899) *Moniteur* du 10 juin 1899).

contractantes pour donner congé, les soins qui doivent être donnés à l'ouvrier en cas d'accident, les règles spéciales adoptées en vue d'assurer la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances.

Le règlement doit rester affiché dans les locaux de l'entreprise à un endroit apparent.

La loi édicte des amendes pouvant s'élever jusqu'à 1000 fr. et en cas de récidive jusqu'à 2000, contre les chefs d'industrie patrons ou gérants qui ne seront pas pourvus d'un règlement dans le délai fixé par la loi. D'autres amendes sont encore prévues pour le cas où les patrons ou gérants ne tiendraient pas le règlement d'atelier conforme aux dispositions de la loi.

La surveillance et l'exécution de la loi sont confiées aux délégués chargés de l'inspection du travail,

La loi ne concerne ni les entreprises agricoles ni les entreprises commerciales, ni l'atelier de famille.

CHAPITRE II

§ 1

Si nous nous souvenons un instant des réclamations si légitimes des ouvriers, émises au cours de l'enquête de 1886 au sujet du truck système, nous sommes amenés à parler de la loi du 16 août 1887 sur le paiement des salaires.

En cette matière, les travaux de la commission d'enquête avaient avant 1889, déjà porté leurs fruits. Les membres de la Chambre des représentants n'hésitèrent pas un seul instant à voter les réformes qu'on leur demandait. A peine la commission d'enquête avait elle terminé ses travaux, que la loi avait paru.

La loi du 16 août 1887, formule deux règles essentielles :

1° L'ouvrier doit rester libre de s'approvisionner où il veut ;

2° Les fournitures, que la loi permet au patron de vendre à l'ouvrier, doivent lui être vendues au prix de revient.

Le patron n'a pas le droit de vendre à l'ouvrier toutes sortes de fournitures. La loi énumère ce qu'il peut fournir à ses ouvriers à charge d'imputation sur leurs salaires :

1° Le logement ;

2° La jouissance d'un terrain ;

3° Les outils nécessaires aux travaux, et l'entretien de ceux-ci ;

4° Les matériaux nécessaires aux travaux, quand au terme de l'engagement passé entre le patron et l'ouvrier, ce dernier en a la charge ;

5° L'uniforme ou le costume spécial que les ouvriers seraient astreints à porter.

Mais ces divers objets doivent être portés en compte au prix de revient.

Toutefois, le patron peut encore fournir à ses ouvriers, à charge d'imputation sur leurs salaires, des denrées, des vêtements, du combustible ; mais la loi met ici une condition. Il faut que la députation permanente du conseil provincial lui en ait donné l'auto-

risation. La vente doit toujours être faite au prix de revient.

Le patron peut encore effectuer certaines retenues sur le salaire.

1° Pour les amendes encourues par l'ouvrier, soit pour détérioration du matériel ou de la marchandise, soit pour malfaçons.

2° Pour les cotisations dues par l'ouvrier à des caisses de secours et de prévoyance.

3° Pour les avances faites en argent par le patron à l'ouvrier : mais la retenue ne peut ici s'effectuer que jusqu'à concurrence du cinquième du salaire (1).

Pour éviter toute tentation à l'ouvrier qui serait trop enclin d'abandonner une partie de son salaire pour le plaisir de boire et de s'enivrer, la loi interdit aux patrons d'une façon formelle, de payer leurs ouvriers dans des cabarets, débits de boisson, magasins, boutiques ou locaux y attenants.

(1). La loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers dispose dans son article 1^{er} :

« Ne pourront être cédées pour plus de 25, ni saisies pour plus de 15 les sommes à payer aux ouvriers et gens de service du chef de leurs salaires. »

Le paiement du salaire doit avoir lieu deux fois par mois, à 16 jours d'intervalle au plus. Cette disposition vise les patrons boutiquiers qui échelonnent leur paiement à de longs intervalles, et obligent ainsi les ouvriers à se fournir à crédit dans leurs magasins.

La loi punit les patrons qui auraient contrevenu aux dispositions de la loi d'une amende de 50 à 2.000 fr.

Cette loi ne concerne pas les ouvriers agricoles, ni les domestiques, ni les ouvriers nourris et logés chez leur patron.

Cette loi, comme on le voit par ses dispositions, venait donner satisfaction aux principales réclamations émises au cours de l'enquête. Malheureusement, elle n'a été respectée que bien longtemps après sa promulgation. Malgré la loi, le truck système a continué à fonctionner en Belgique jusqu'en 1896. Cela a tenu à l'absence complète d'inspection. Ce n'est que le 11 avril 1896, qu'une loi est venue charger les délégués à l'inspection du travail, de veiller à l'exécution de la loi du 16 août 1887 sur le paiement des salaires.

§ II

Quel a été l'effet de toutes ces lois érigées dans ces dernières années au travail et aux travailleurs ? Telle est la question que nous devons maintenant nous poser.

Si nous consultons à ce sujet, les rapports des inspecteurs, nous pouvons dire d'une manière certaine, que cette législation ouvrière nouvelle, a eu une action des plus bienfaisantes sur ceux pour lesquels elle avait été faite.

La loi du 13 décembre 1889 est entrée en vigueur un an après sa promulgation pour toutes les industries autres que les industries verrières (1) et minières.

Pour les mines, le législateur voulant éviter un changement trop brusque dans l'organisation du travail, a donné un délai plus long pour l'exécution de la loi, en ce qui concerne les filles et les femmes âgées de moins de 21 ans.

(1) Nous avons vu plus haut que le législateur a accordé à l'industrie verrière une faveur particulière, en ajournant d'un an le délai fixé par la loi pour son exécution.

Le délai est ici prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1892, date à partir de laquelle, toutes les filles et femmes, âgées de moins de 21 ans, ne peuvent plus être employées dans les travaux souterrains.

Mais la loi a été encore plus prudente, et a ménagé la transition avec une extrême réserve, en décidant que les filles et les femmes employées avant le 1^{er} janvier 1892 ne seraient pas exclues des travaux souterrains.

Mais passé cette date, aucune fille et aucune femme de moins de 21 ans ne peut plus être employée à ces travaux.

Les femmes majeures peuvent seules travailler dans les mines, minières ou carrières. Mais d'après les rapports des officiers des mines, leur nombre va décroissant tous les jours.

Il s'en trouve encore quelques unes dans les charbonnages du Hainaut.

Quant aux enfants, l'inspection faite dans les établissements soumis à la surveillance des Officiers des Mines, a montré que leur emploi au-dessous de 12 ans avait complètement disparu dans la grande industrie. Le cas s'est cependant présenté un très petit nombre de fois au lendemain de l'exécution de la loi, mais il résultait de la négligence de certaines administrations

communales qui avaient délivré des carnets à des enfants âgés de moins de 12 ans, carnets qui avaient été ensuite falsifiés par les parents pour tromper plus aisément les chefs d'industrie. Les administrations communales montrent généralement peu de bonne volonté à fournir des carnets aux personnes protégées. Même encore aujourd'hui, ces administrations communales ne font leur devoir qu'à demi.

En 1896, certaines d'entre elles ont délivré des carnets autres que ceux dont le modèle avait été déterminé par arrêté royal, et ont fait payer le carnet qui doit être délivré gratuitement.

En somme, un des résultats les plus certains de la loi de 1889 a été d'éloigner des fabriques les enfants de moins de 12 ans, et d'exclure des travaux souterrains les femmes mineures.

La loi est aujourd'hui universellement respectée.

L'industrie verrière seule, s'est toujours montrée rebelle aux prescriptions de la loi. Il résulte du rapport des inspecteurs sur les cristalleries et gobeletteries, qu'à la fin du troisième trimestre 1897, sur 979 personnes travaillant alternativement une semaine le jour, l'autre semaine la nuit, 274 étaient âgées de moins de 14 ans, et par conséquent en contravention.

Les efforts des inspecteurs n'ont pas pu aboutir à une application plus complète de la loi. La cause de ceci est l'insuffisance, dans les régions où existent ces établissements, du nombre d'enfants âgés de plus de 14 ans qui puissent ou veuillent exercer le métier de porteur à l'arche. Quand les inspecteurs ont voulu faire respecter strictement la loi il en est résulté une double conséquence.

1° Des enfants de 14 à 16 ans ont été forcés de travailler toutes les nuits pour permettre aux plus jeunes de ne travailler que le jour.

2° Des places ont été supprimées, et la production de ces industries a été diminuée.

Les inspecteurs ont alors réclamé que l'âge d'admission au travail de nuit, dans cette industrie, fût abaissée à 13 ans. Des pétitions dans le même sens ont été adressées au ministre par les ouvriers, mais aucun arrêté royal n'est venu modifier, pour ces industries, l'article 6 de la loi du 13 décembre 1889. Et non seulement sur l'âge d'admission de l'enfant, mais encore sur le travail du septième jour, ces industries sont constamment en contravention avec la loi.

Le repos hebdomadaire est généralement res-

pecté en Belgique, il tend même de plus en plus à avoir lieu le dimanche. L'industrie du verre seule fait exception, et les inspecteurs sont à ce sujet d'une bienveillance beaucoup trop grande.

Si l'inspection a le droit d'être bienveillante, elle ne doit pas pour cela en être moins sérieuse, et il est à craindre qu'une tolérance telle, de la part des inspecteurs, n'entraîne à la longue des abus graves.

Là, où les inspecteurs se montrent le plus sévères, c'est en ce qui concerne la salubrité des ateliers et la sécurité des travailleurs. Les industriels eux-mêmes sentent ici que l'inspection est nécessaire et efficace, et bien souvent même, ceux-ci devancent la demande des inspecteurs. Dans la grande industrie les locaux sont en général d'une propreté exemplaire, et les inspecteurs n'ont guère de critiques sérieuses à adresser aux industriels. Dans la petite industrie elle-même, les prescriptions de l'arrêté royal du 21 septembre 1894 sont généralement respectées. Pour l'année 1897, les inspecteurs n'ont eu à dresser que 34 procès-verbaux en vue d'assurer l'exécution des prescriptions relatives à l'hygiène industrielle et à la sécurité des travailleurs.

§ III

En résumé, la Belgique a fait un grand pas en avant dans la réglementation du travail pendant ces dix dernières années, et il faut espérer que ses efforts tendront toujours à compléter le monument des lois ouvrières qu'elle a commencé à ériger. Si la loi du 13 décembre 1880 a eu d'heureux résultats, il ne faut pas se dissimuler qu'elle contient de grandes lacunes qu'il serait heureux de voir combler. Beaucoup moins protectrice que la loi suisse, la loi belge ne répond même pas au desiderata de la conférence de Berlin du 15 mars 1890. La conférence de Berlin réclamait que le travail des enfants ne dépassât pas 6 heures par jour, et fût interrompu par un repos d'une demi heure au moins. La loi belge ne va pas si loin.

Elle ne fait aucune distinction entre les enfants de 12 à 14 ans et les adolescents de 14 à 16; elle se contente de dire que leur travail ne pourra jamais dépasser 12 heures par jour divisées par des repos; elle n'a édicté en faveur des jeunes ouvriers de 16 à 18 ans aucune mesure spéciale de protection. L'instruction n'étant pas obligatoire en Belgique, les enfants à

partir de 12 ans sont reçus dans les fabriques quelque soit leur degré d'instruction. Elle ne protège pas les femmes majeures, ne leur interdit pas le travail de nuit, et le travail des mines, n'impose à personne le repos dominical, et ne touche pas au travail des hommes adultes : autant de points qu'il importe de régler.

On s'est retranché en Belgique derrière cet argument qui a paru être irréfutable, celui de la liberté.

Mais l'intervention de l'Etat pour régler la durée du travail est bien plutôt une question d'opportunité qu'une question de principe. Faut-il abandonner l'ouvrier à lui-même ? Nous ne le pensons pas.

Si l'ouvrier était assez fort pour défendre ses intérêts lui-même, pour discerner avec justesse ce qu'il peut entreprendre sans nuire à sa vie physique, intellectuelle et morale, on pourrait dire alors avec *l'école libérale* : « Laissez faire. » Mais là n'est pas le cas. L'ouvrier vis-à-vis du patron sera toujours tenté d'accepter les conditions que celui-ci lui imposera, parce qu'il ne peut pas attendre, aiguillonné qu'il est par le besoin.

Certes, le patron a lui aussi besoin de l'ouvrier, mais comme le disait Adam Smith l'ouvrier à un plus

pressant besoin du patron, que le patron de l'ouvrier. Le patron peut attendre, l'ouvrier ne le peut pas. L'Etat a donc le devoir d'empêcher qu'il ne soit fait abus des forces du travailleur.

Il ne peut-être question, comme le disait Monsieur Denis, dans la séance de la commission du travail, le 30 octobre 1886, d'atteinte à la liberté du travail, mais au contraire de développer les conditions d'une plus grande liberté pour les travailleurs. Si nous jetons les yeux vers les différents pays du monde qui se piquent le plus de liberté, nous voyons que ce sont des pays comme la France, la Suisse, les Etats-Unis qui ont usé le plus de la réglementation. Au contraire, les pays, qui ne possèdent pas de réglementation, sont ceux comme la Turquie où le despotisme règne en maître.

Il y a certaines conditions de travail qui seront toujours fâcheuses pour la femme et l'enfant, même pour les adultes. Dans tous les pays, le repos du dimanche et la suppression du travail de nuit sont réclamés pour des raisons familiales et sociales. Une réglementation du travail s'impose ; elle s'impose non seulement pour les êtres faibles comme les enfants et les femmes, mais encore pour les hommes adultes. Et

cependant, beaucoup de ces lois du travail ne sont votées qu'après de longues luttes. Ici, l'on prétend que légiférer en cette matière c'est porter atteinte au principe de liberté, là, on invoque le danger de la concurrence internationale. Dans ces dernières années, on a examiné s'il ne pourrait pas y avoir une réglementation internationale du travail ; les congrès se sont succédés ; en 1880 à Berlin, à Zurich, à Bruxelles, en 1897, mais tous se sont simplement bornés à émettre des vœux.

Un vœu que nous osons à peine formuler en terminant, serait d'éloigner de toute l'industrie, ou tout au moins d'un grand nombre d'industries, toutes les femmes mineures ou majeures. La femme a un devoir tout tracé en naissant, c'est celui d'être mère, d'élever ses enfants, et de se consacrer à eux.

Comment pourra-t-elle accomplir ce devoir sacré si elle est obligée de partir le matin de bonne heure et de ne rentrer à la maison que tard dans la nuit ? Elle laissera ses enfants aux soins d'une personne étrangère, et ceux-ci se ressentiront toujours de cet abandon.

C'est pourquoi, il ne faudrait lui permettre que les travaux qui pourraient se concilier aisément avec

ses devoirs de mère et de ménagère ; vœu chimérique sans doute, mais qu'on voudrait voir accomplir au nom des principes de l'humanité.

Vu :

Le Président de la Thèse,

RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	3
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Les premières enquêtes et leurs résultats.

- § I. — Etat de l'ouvrier belge avant toute réglementation du travail. — Retard du législateur belge pour réglementer la durée du travail. — Comparaison avec les principaux pays européens : Angleterre, Allemagne, Suisse, Autriche, France. 7 à 14
- § II. — Enquête instituée par arrêté royal du 7 septembre 1843. — Questionnaire de l'enquête : La durée du travail, l'âge des ouvriers, la quotité des salaires, le degré d'instruction des ouvriers. — Opposition de la plupart des industriels à toute réglementation du travail. — Réponses des Chambres du commerce consultées. — Argument de la concurrence internationale et de la diminution de

- la production. — Réfutation de ces arguments. — Réponses des ingénieurs des mines ; leurs propositions. — Le décret du 3 janvier 1813. — Réponse de l'Académie royale de médecine de Bruxelles. 14 à 32
- § III. — Les résultats de l'enquête du 7 septembre 1843. — Arrêté royal du 15 septembre 1845, instituant une commission chargée de rechercher les moyens d'améliorer le sort des classes ouvrières et indigentes. — Le projet de loi. — Causes pour lesquelles il a échoué. — La liberté du travail considérée en Belgique comme axiôme indiscutable. 32 à 44
-

DEUXIÈME PARTIE

La grande Enquête du 15 avril 1886, sur les conditions du travail

- CHAPITRE PREMIER. — Prospérité de la Belgique après la guerre franco-allemande de 1870. — Crise en 1886. — Les grèves, les revendications des ouvriers. — Proposition du cabinet belge, d'organiser une grande commission pour examiner les questions relatives au travail. — Arrêté royal du 15 avril 1886, instituant cette commission. — L'enquête..... 45 à 49
- § I. — Le travail des adultes..... 49 à 53
- § II. — Le travail des enfants et des adolescents.. 53 à 56

III. — Le travail des femmes.....	56 à 60
§ IV. — Le travail des dimanches et le travail de nuit.....	60 à 64
CHAPITRE II. — Le truck système.....	65
§ I. — Rapide aperçu historique du truck système en Belgique ..	67
§ II. — Les différentes formes du truck système..	69 à 73
§ III. — Influence désastreuse du truck système sur l'ouvrier. — Les propositions de M. Charles Morisseaux.....	73 à 78
CHAPITRE III.....	79
§ I. — L'inspection	79 à 86
§ II. — La salubrité et la sécurité des ateliers...	86 à 91

TROISIÈME PARTIE

*La loi du 13 décembre 1889 — Les arrêtés et lois
qui la complètent*

CHAPITRE PREMIER.....	92
§ I. — Les projets de loi du gouvernement et de la section centrale. — La loi du 13 décembre 1889. — La majorité industrielle. — Le travail des enfants et des adolescents	92 à 102

§ II. — Le travail des adultes. — Opposition à toute réglementation en cette matière.....	102 à 106
§ III. — La durée du travail et celle des repos. — Tableau de la durée du travail et de la durée des repos.....	106 à 113
§ IV. — Les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889. — La loi du 28 mai 1888, relative à la protection des enfants employés dans les pro- fessions ambulantes.....	114 à 118
§ V. — L'inspection. — L'arrêté royal du 22 octobre 1895. — La loi du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des mines.....	119 à 141
§ VI. — Obligations des industriels.....	141 à 146
CHAPITRE II.....	147
§ I. — La loi du 16 août 1887, sur le paiement des salaires.....	147 à 150
§ II. — Les résultats des lois sur le travail en Belgique	151 à 156
§ III. — Conclusion.....	156 à 160

